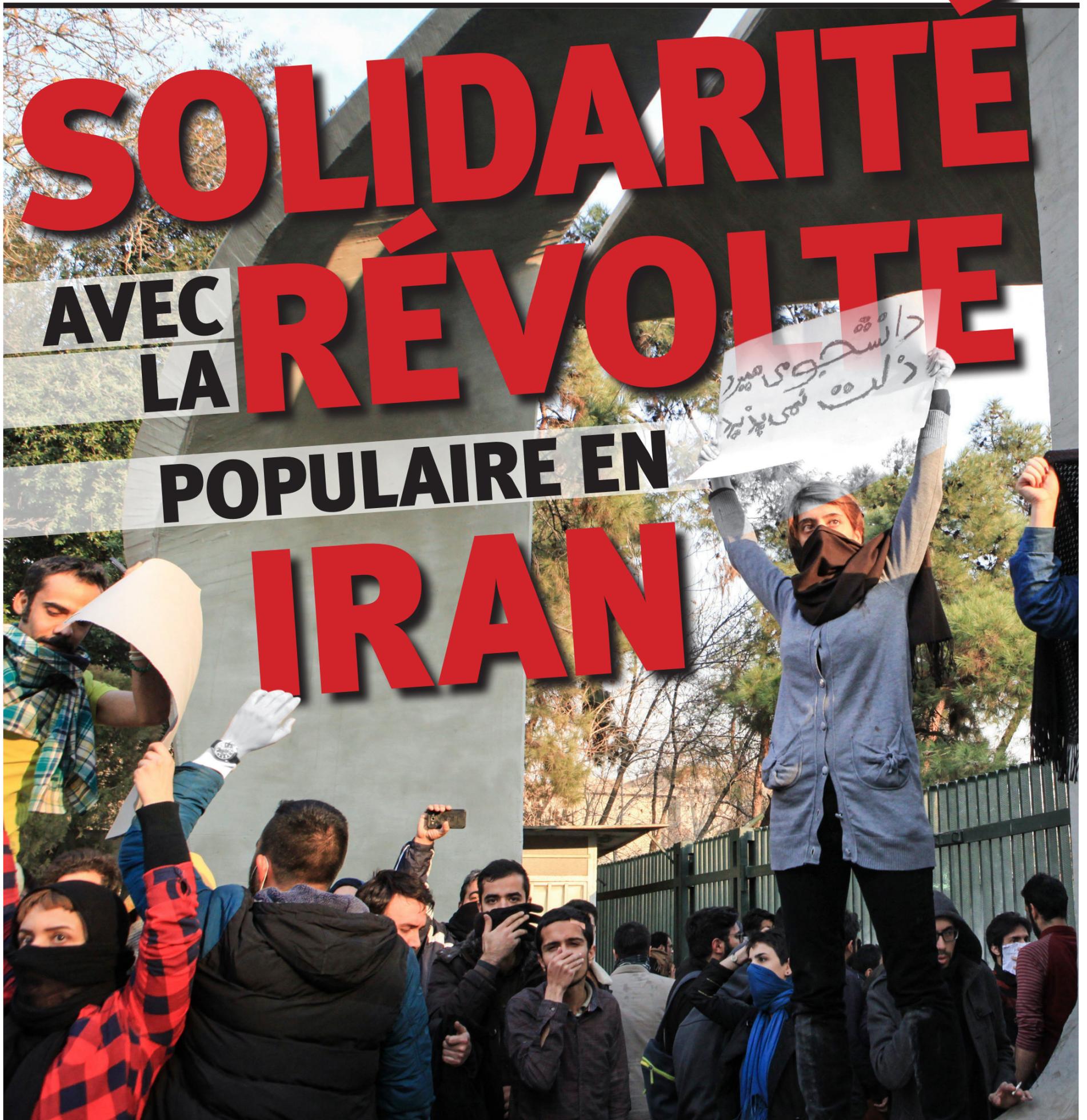


***l'Anti*capitaliste**

n°411 | 4 janvier 2018 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org



Numéro spécial
RETOURS SUR
L'ANNÉE 2017

Pages 4 à 12

ÉDITO

Ne pas se demander ce que
Macron peut faire pour nous

Page 2

PREMIER PLAN

Catalogne: Mariano Rajoy
balayé lors des élections

Page 3



CULTURE

Retour sur 2017, centenaire
de la Révolution russe

Page 11



édito

Par JULIEN SALINGUE

Ne pas se demander ce que Macron peut faire pour nous

À quelques millions de voix près, Philippe Poutou n'a pas été élu président de la République. Il n'a pas donc pu présenter ses vœux en direct à la télévision le 31 décembre au soir, et nous avons dû en revanche subir pendant près de 20 minutes la litanie d'Emmanuel Macron. Des vœux-programme durant lesquels le président start-uppeur, satisfait et sûr de lui, nous a « promis » de poursuivre sur la voie qu'il a empruntée depuis son élection. Comprendre : toujours plus d'attaques contre les droits sociaux et démocratiques, toujours plus de cadeaux aux riches, toujours plus d'efforts demandés aux classes populaires, toujours plus de férocité à l'égard des migrantEs. Emmanuel Macron a au moins un mérite : celui d'annoncer la couleur. Sa politique est une politique de classe et sa méthode, brutale et arrogante tout en se donnant l'apparence de la « modernité », est à l'image de la société qu'il entend construire : une société du chacun pour soi avec pour seul leitmotiv « enrichissez-vous », de laquelle toute forme de solidarité est absente, sinon entre les plus fortunés, et où l'on accuse les pauvres, les chômeurEs, les exploités, d'être responsables de leur situation. De cette société-là, on n'en veut pas ! L'année 2017, sur laquelle nous opérons un retour dans ce numéro de *l'Anticapitaliste*, a certes été celle du triomphe de Macron et des difficultés à construire une opposition de rue, massive et déterminée, à sa politique, mais aussi celle des résistances, éparses mais multiples, et de la volonté largement partagée de faire entendre une autre voix que celle des compromissions ou de la résignation face à un monde de plus en plus barbare.

La campagne présidentielle du NPA et la candidature de Philippe Poutou ont été l'occasion de le dire et de le répéter : nous ne sommes pas condamnés à subir le mépris des puissants, et ils ne sont pas aussi forts que leur belle assurance le laisse parfois entendre. La crise du capitalisme se double d'une crise politique et sociale profonde, et si Macron a pu apparaître, pour les secteurs les plus offensifs du capital, comme une solution miracle pour dépasser cette crise, il n'en demeure pas moins que sa légitimité est faible et son assise sociale instable.

Nous ne savons pas de quoi 2018 sera fait, et bien présomptueux sont ceux qui pronostiquent une année d'atonie de la contestation, à l'heure où des explosions sociales peuvent survenir dans des pays aussi répressifs que l'Iran. Notre résolution ? Ne rien lâcher et œuvrer à ce que nous soyons des millions à nous demander chaque matin ce que nous pouvons faire pour en finir avec un système inhumain et dangereux... et passer à l'action !

BIEN DIT

« D'entendre le ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb, dire qu'un Érythréen ou un Syrien peut demander l'asile, mais pas un Sénégalais... ce n'est pas à lui de décider qui a le droit de demander l'asile. »

RAPHAËL PITTI, médecin humanitaire qui a renvoyé sa légion d'honneur pour protester contre les conditions d'accueil des migrantEs, AFP, 29 décembre 2017.

À la Une

FAISONS DE 2018 UNE ANNÉE DE LUTTES !

2017 fut incontestablement l'année Macron, comme représentant d'un pouvoir bourgeois renouvelé et déterminé. Mais les luttes nous montrent cependant une partie de la voie à suivre pour renverser la vapeur.

Le personnage est parfois à la limite du ridicule. Sa copie, lors de ses vœux 2018, du « demandez-vous ce que vous pouvez faire pour votre pays » de Kennedy est d'une prétention pathétique. Cependant, l'arrogance de Macron est le symbole d'un renouvellement réussi (momentanément, espérons-le) du personnel politique de la bourgeoisie. Macron et LREM ont permis le retour au pouvoir, au détriment de tous les concurrents politiques, d'une droite radicale, « décomplexée », déterminée à faire marcher au pas le pays. Il s'agit, on ne le répétera jamais assez, de bouleverser la France, de lui faire rattraper son retard sur les autres pays européens sur le plan des attaques libérales et liberticides. Le pari est pour l'instant tenu : les lois travail, sur l'immigration et sur la « sécurité » sont de l'avis de tous les observateurs internationaux des réformes sans comparaison avec tout ce qui a été fait depuis la Seconde Guerre mondiale.

Une nouvelle phase des rapports sociaux et politiques

Ce chambardement a bien entendu été préparé, par Sarkozy, par Hollande, par les défaites et les trahisons, mais l'évolution est très nette. La comparaison entre les mouvements de soutien aux migrantEs, si valeureux et nécessaires soient-ils, de Menton et de Calais, et ceux de Saint-Bernard et Saint-Ambroise dans les années 1990 est éloquent. Celle entre les mouvements de 1995, 2006 et 2010 et les mobilisations contre les lois travail également. L'intégration des syndicats au dialogue social,



PHOTO THÉÂTRE ROUGE/MILO

bien entamée par la CFDT et FO, va être considérablement renforcée par la loi travail XXL. Ceux qui voient une solution politique par en haut à cette situation se trompent. Les partisanEs de Mélenchon, qui ont cru qu'un « débouché politique », malgré ses défauts, débloquerait les choses, en sont pour leurs frais... Mais l'illusion selon laquelle il suffirait de proposer une direction alternative à celle des directions syndicales et politiques bureaucratiques en ignorant ces dernières, ou de présenter bien haut le drapeau rouge pour que les masses se tournent vers la révolution, exprime quant à elle le refus de voir les rapports de forces tels qu'ils sont.

Patience...

L'ampleur des attaques du gouvernement produiront inévitablement de nouveaux conflits. Hier sur la loi travail, demain sur ses conséquences, sur le flicage des

chômeurEs, la sélection dans les universités ou la loi sur l'immigration. L'histoire nous a appris que les mobilisations féministes comme celles de cette année sont un signe optimiste pour la suite. Il faudra être patients. Nous devons maintenir une orientation qui combine une bataille publique pour l'unité de notre classe, qui seule permet les victoires contre le camp d'en face, et la défense d'une orientation radicale, pour la grève générale et pour renverser le capitalisme, dans un contexte où tout tire à l'inverse. L'absence de combativité des syndicats donne l'illusion qu'on peut se passer d'eux ; le décalage croissant entre des militantEs très radicaux et les masses peuvent faire croire qu'il faut avancer sans attendre les wagons les plus lents ; les difficultés des révolutionnaires, sanctionnées par nos petits scores à la présidentielle, donnent à d'autres l'impression qu'il faut attendre que le vent tourne.

Reconstruire par en bas

Dans tous les pays d'Europe qui ont connu des attaques extrêmement violentes contre la classe ouvrière, les remises en cause de l'ordre bourgeois sont venues de l'extérieur de la lutte économique quotidienne : mouvement altermondialiste, Indignés en Espagne et en Grèce, question nationale, etc. Nous devons donc être particulièrement attentifs à ce type de luttes, tout en gardant à l'esprit que, dans l'immense majorité des cas, l'issue des batailles se règle sur le terrain le plus traditionnel, celui des grèves, des occupations des lieux de travail, des manifestations. Conserver, renouveler, coordonner des équipes syndicales militantes, sur les lieux de travail, dans les grandes entreprises comme dans les petites unités de production, est donc également un enjeu décisif pour être en capacité de faire bouger les lignes et saisir les prochaines occasions. D'autant que le potentiel est indéniable, pour peu que les militantEs se lient aux équipes émergentes à Deliveroo, Holiday Inn, Onet, dans les hôpitaux, etc.

Avec la campagne présidentielle, nous avons conservé un écho pour mener des batailles politiques d'ampleur nationale. Pour l'unité de notre camp social, pour les migrantEs et contre le racisme, contre l'extrême droite et le nationalisme chauvin, pour rompre avec un capitalisme de plus en plus pourrissant, notre voix reste audible et peut donner un espoir à des milliers aujourd'hui et, qui sait, à des millions demain !

Antoine Larrache

IRAN

La mollaharchie face à une vague de contestation

Les manifestations actuelles ont éclaté à Mashhad, deuxième ville du pays, avant de s'étendre à de nombreuses villes et régions iraniennes. Depuis le 28 décembre, les manifestations sont quotidiennes, elles s'amplifient et touchent désormais plus d'une quarantaine de villes petites, moyennes et grandes.

Le social au cœur

Contrairement à la mobilisation de 2009 qui se situait d'abord sur le terrain démocratique, ce sont bien les questions sociales qui sont au centre de la vague actuelle, et Téhéran n'est pas l'épicentre de la contestation. Autre différence majeure, la mobilisation actuelle se situe en extériorité totale aux « débats » qui opposent

Depuis le jeudi 28 décembre, la République islamique d'Iran est secouée par une vague de contestation sociale inédite depuis le mouvement de 2009 contre la réélection d'Ahmadinejad.

les différentes factions du pouvoir. C'est bien l'ensemble du régime qui est dans la ligne de mire de la contestation.

Ces manifestations expriment d'abord un ras-le-bol profond face à la dégradation continue des conditions de vie, la vie chère, la corruption du régime et de ses dignitaires qui se sont enrichis considérablement. Face à la machine répressive de la mollaharchie et aux Gardiens de la révolution, la mobilisation s'est radicalisée et touche désormais les institutions et les symboles de la République islamique. Les slogans hostiles au Guide et au président de

la République sont repris en masse et cela dans l'ensemble des villes où la population se mobilise.

Les manifestantEs n'hésitent pas à s'en prendre aux portraits du président de la République Rohani, du Guide Khamenei ou de Khomeiny, aux bâtiments publics et aux véhicules des forces de sécurité dès que cela est possible.

Répression massive

Le pouvoir a vite compris que cette mobilisation était particulièrement dangereuse. Certes, par sa politique de redistribution clientéliste de la rente pétrolière, la mollaharchie a

toujours « acheté » le soutien de certains secteurs de la population. Mais l'inflation galopante, les pénuries, le chômage de masse, la misère et l'absence d'espoir frappent les classes moyennes et populaires, y compris une partie de la base sociale du régime théocratique. La « géographie » de la mobilisation indique d'ailleurs un détachement de ces secteurs des classes populaires, ce qui explique les manifestations dans les petites villes de province notamment.

Le pouvoir tente d'éteindre l'incendie en réprimant massivement les manifestations et en bridant les

Un monde à changer

QUI SONT LES VRAIS FRAUDEURS? La grande affaire macronienne du tournant 2017-2018, c'est le contrôle. Pas celui des fraudeurs fiscaux qui font perdre chaque année 60 à 80 milliards de recettes. Mais celui des chômeurEs et des bénéficiaires du RSA. La loi de 2008 avait durci les règles applicables aux chômeurEs, et Pôle emploi avait déjà commencé à renforcer son dispositif de contrôle. Les résultats des contrôles montrent que l'on ne peut rien reprocher à la grande majorité des chômeurEs et qu'une bonne partie des 14% de «fauteurs» (ou prétendus tels) sont inscrits mais pas indemnisés. Mais Macron veut franchir une nouvelle étape en renforçant les règles de contrôle, et en mettant l'accent sur l'«intensité de la recherche d'emploi» par les chômeurEs. Peu importe au gouvernement le décalage entre le nombre d'emplois disponibles et celui des chômeurEs. Peu importe aussi que bon nombre des postes offerts ne sont que des morceaux d'emplois, soit à temps partiel, soit des CDD courts. Il s'agit de dégonfler les listes. Ce gouvernement ne s'attaque pas au chômage, mais aux chômeurEs. Dans les départements (qui sont responsables du versement de l'allocation), ce sont les allocataires du RSA qui sont soumis à des contrôles supplémentaires. Le nombre de «fraudeurs» détectés est

dérisoire par rapport au nombre d'allocataires, et surtout les sommes en jeu sont bien plus faibles que celles que devraient recevoir les personnes qui pourraient avoir droit au RSA mais ne font pas valoir leurs droits, comme l'a montré un rapport récent du Secours catholique, et qui font chaque année économiser à l'État plus de 5 milliards d'euros. En 2011, un député de droite, Dominique Tian, s'était fait une petite célébrité en dénonçant l'insuffisance de la lutte contre la fraude aux allocations sociales et en appelant à de très fortes sanctions. L'ironie de l'affaire est qu'en 2015 il a été révélé que Tian avait eu 2,5 millions d'euros planqués dans des comptes en Suisse... Ce qui lui a valu de passer au tribunal à la fin de 2017. Lors de l'audience, le 1^{er} décembre, la présidente lui a demandé: «N'y a-t-il pas une forme de schizophrénie à justifier les petits fraudeurs au RSA et à dissimuler parallèlement des comptes en Suisse?» Il ne s'agit pas de schizophrénie mais, fondamentalement, du comportement d'un représentant d'une classe sociale pour qui tout euro versé aux pauvres et aux victimes du capitalisme est un gaspillage. Alors que la baisse des impôts des riches est une bonne chose et la fraude fiscale une forme d'art.

CATALOGNE Mariano Rajoy balayé lors des élections

Retour sur les élections catalanes du 21 décembre. Un article publié (en anglais) sur le site *International Viewpoint*.



Mariano Rajoy, DR

Le grand perdant des élections régionales anticipées tenues en Catalogne le 21 décembre 2017 est le Premier ministre espagnol, Mariano Rajoy. Il avait destitué le gouvernement catalan démocratiquement élu et dissout le Parlement par le biais de l'article 155, puis convoqué une élection afin de casser la majorité favorable à l'indépendance et renforcer sa position. Il n'a atteint aucun de ces objectifs.

Les indépendantistes majoritaires

Les partis indépendantistes maintiennent (avec une perte de deux sièges) une majorité absolue et le soutien au parti de Rajoy, le Partido Popular (PP), s'est effondré: il n'est plus qu'une force résiduelle pas loin de perdre sa représentation parlementaire. Il semble que le déclin du PP a pour origine la concurrence réelle qu'il subit désormais dans son propre camp. Le camp indépendantiste connaît une réorganisation, mais avec peu de différence globale en votes et en sièges. Il reste solide et n'a pas

été handicapé par l'article 155, le déploiement de la police ou les emprisonnements. Mais la droite de ce camp a gagné du terrain sur la gauche, en particulier la CUP, qui a perdu la moitié de ses voix et 60% de ses sièges. La CUP est une admirable organisation à bien des égards, mais depuis le début, elle a joué le rôle du petit frère du processus, sans aucune orientation vis-à-vis des secteurs de gauche qui ne sont pas favorables à l'indépendance. Ce travail de construire une passerelle de classe au-dessus des camps (même si le camp de l'indépendance est reconnu comme hégémonique) est à l'origine du résultat médiocre des gauches. L'ERC (Esquerra Republicana de Catalunya) a démontré un manque d'audace et en général, ses dirigeants sont apparus comme

des personnes de faible niveau politique. À l'inverse, le parti du nationalisme catalan de droite, la convergence, maintenant appelée Junts Per Catalunya, qui a trouvé dans Puigdemont un habile politicien, a réussi à surmonter une situation de départ très difficile pour le PDeCAT (Partit Democrata Europeu Català). L'avenir du processus est incertain. Mais en prison ou pas, il semble clair que Puigdemont sera à nouveau le président de la Catalogne. Il est dommage que la droite ait conservé la direction de ce camp, mais en tout cas, elle n'est comparable en aucune façon à l'autre droite, celle du côté unioniste.

La gauche à la peine

Ciudadanos a tout balayé dans le camp unioniste, absorbant le vote PP presque complètement, mais mordant aussi dans l'électorat de gauche, surtout dans la ceinture industrielle de Barcelone. Il est inquiétant qu'un parti néolibéral à 100%, plus à droite que le PP sur certaines questions, puisse attirer autant de voix ouvrières. L'absence de la gauche dans de nombreux quartiers populaires est un facteur, mais le mouvement indépendantiste, en particulier sa composante la plus à gauche, n'a pas été en mesure de dialoguer avec celles et ceux qui canalisent leur rage sur le terrain national

espagnol plutôt que sur le terrain social. Son chef, Albert Rivera, peut avoir un tremplin privilégié ici pour prendre une place au niveau de l'État espagnol.

En ce qui concerne En Comú et Podem, le résultat est mauvais, même si l'on n'espérait pas beaucoup plus. Mais les chiffres bruts disent que Catalunya en Comú (CeC) a obtenu 84% de ses votes dans la province de Barcelone, mais seulement 9,5% dans la capitale, Barcelone, où la maire Ada Colau appartient à cette coalition. L'erreur de se maintenir en permanence à équidistance entre les deux camps et le manque de préparation pour l'organisation du référendum du 1^{er} octobre et les manifestations qui ont suivi ont pesé lourd. Pour une force de gauche, rester spectateur du plus important processus de mobilisation populaire depuis des années ne semble pas être la bonne recette pour gagner du soutien. Maintenant CeC devrait réfléchir à comment construire une référence organique qui soit effectivement implantée. Au niveau de l'État espagnol, nous espérons qu'il n'y aura pas de marche arrière quant à la défense de l'organisation d'un référendum sur l'indépendance de la Catalogne, qui, après ce 21-D, continue d'apparaître comme la seule solution possible à la question catalane.

Raul Camargo

canaux de communication, notamment les réseaux sociaux qui jouent un rôle important dans la propagation de la contestation. Les forces de sécurité et notamment les Gardiens de la révolution multiplient les provocations et infiltrent les manifestants afin de faciliter la répression. Déjà plusieurs dizaines de morts sont à déplorer et les arrestations se multiplient à Téhéran et en province. Tout en accusant les «ennemis extérieurs du pays» d'être responsables de la situation et en disant que les manifestants sont manipulés, le pouvoir feint d'entendre la légitimité du débat posé par la rue et promet des «espaces de dialogue» pour que s'expriment les revendications populaires. Rohani a annoncé que «la critique était un droit de la population». Cela constitue clairement un signe de faiblesse de la part du

pouvoir, et personne en Iran ne peut croire à de telles promesses.

Solidarité!

La jeunesse iranienne, les femmes, les travailleurEs sont soumis depuis 1979 à un régime théocratique réactionnaire qui réprime, torture et élimine physiquement et systématiquement ses opposantEs. La contestation populaire actuelle entre en résonance avec le combat acharné des militantEs syndicaux iraniens qui luttent pour le droit de s'organiser et pour les droits élémentaires des travailleurEs. Soixante-sept organisations syndicales et réseaux syndicaux internationaux se mobilisent dans le cadre d'une campagne pour la libération de Reza Shahabi, dirigeant du Syndicat Vahed (Syndicat des travailleurs de la compagnie de bus de Téhéran et de sa banlieue), dont la vie est



DR

en danger. Il est primordial que la gauche radicale et internationaliste s'engage dans le soutien à la vague de contestation sociale actuelle en Iran. Il faut amplifier la solidarité pour faire reculer la mollaharchie et

soutenir ceux qui luttent en Iran pour la satisfaction des revendications sociales et démocratiques et pour le renversement de la République islamique. Babak Kia

Le chiffre

+ 1 000 milliards

C'est la hausse, en 2017, de la fortune des 500 personnes les plus riches du monde. Au total, les plus grandes fortunes mondiales valent 5 400 milliards de dollars, soit deux fois le PIB de la France. Avec entre autres milliardaires Bernard Arnault, Françoise Bettencourt Meyers et François Pinault, les Français sont bien placés parmi les super-riches.



Agenda

Samedi 6 janvier, manifestation Vérité et justice pour les trois militantes kurdes assassinées à Paris le 9 janvier 2013, Paris.

À 11h, au départ de Paris Gare du Nord, jusqu'à République.

Samedi 20 janvier, la lutte continue...



NO COMMENT

«J'en ai un peu marre de passer pour le facho de service.»

GÉRARD COLLOMB, le *Canard enchaîné*, 27 décembre 2017.

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion:
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0419 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication:**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction:**
Julien Salingue

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél.: 0148 70 42 22
Fax: 0148 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

MACRON AU POUVOIR

Les contradictions d'un président des riches

De la création du mouvement En Marche (devenu LREM) aux premiers mois de la présidence, en passant par sa victoire au terme d'élections toboggan, retour sur l'an 1 de l'ère Macron.

Lorsqu'il a quitté le gouvernement Hollande dont il avait été ministre pour se lancer dans une course à la présidentielle avec la création de son propre mouvement « ni de gauche ni de droite », le pari de Macron ne semblait pas très crédible.

Le pari macronien

Mais le processus de rupture de masse avec le Parti socialiste suite à l'adoption de la loi travail par la méthode du 49-3 et la crise de la droite notamment autour de l'affaire Fillon, qui s'ajoutaient aux craintes par rapport à un Front national frôlant les 30% dans les sondages, auront fini par lui donner raison sur le plan électoral.

Au terme d'élections particulièrement convulsives, il aura, à l'image d'autres à l'échelle internationale, réussi à s'imposer dans les brèches ouvertes par des institutions – et des partis institutionnels – en crise et générant une profonde désaffection chez les travailleurEs et, plus généralement, dans les classes populaires. Non pas comme une réelle alternative suscitant

2018
OFFREZ DES PÂTES A VOTRE DÉPLITÉ EN MARCHÉ



de l'enthousiasme mais plutôt en tant que candidat « par défaut ».

Une élection par défaut qui ne résout pas la crise politique

Le rejet du FN et la campagne des autres partis du régime pour le « barrage républicain » en votant Macron au second tour n'auront pas suffi à mobiliser l'électorat : record de votes blancs et nuls et très fort taux d'abstention pour une échéance de ce type, qui a atteint

34% chez les 18-24 ans, 32% chez les ouvrierEs et 30% chez les employéEs. Ce faible score du vainqueur de l'élection reflète une hostilité bien réelle au sein du monde du travail, dont a témoigné le succès relatif de la journée d'action du 12 septembre, fait rare dans une période qui aurait dû être celle de l'état de grâce, même si l'absence de stratégie de la part des directions syndicales a conduit le mouvement à une défaite sur les ordonnances.

L'élection de Macron est un changement dans la conjoncture, en comparaison avec la période de turbulence de la présidentielle, mais n'a pas refermé la crise structurelle du capitalisme français : il s'agit tout autant d'une expression de cette crise que d'une tentative de la résoudre. Le retour du cycle de lutte de classe à la fin du quinquennat Hollande, après la parenthèse ouverte par la défaite du mouvement contre la réforme des retraites en 2010 et la déception produite par un gouvernement « de gauche », la crise politique et l'effondrement des partis politiques, de la social-démocratie à la droite traditionnelle, nous rappellent l'existence de tous les ingrédients pour une grande agitation politique et sociale dans la prochaine période.

Président des riches

D'autant plus que l'exercice du pouvoir par Macron ne fait qu'aggraver ces contradictions autour de la cristallisation de l'image d'un président des riches. Par ses mesures emblématiques comme la réduction de l'impôt sur la fortune (ISF) ou la baisse des APL, mais aussi par le mépris de classe qu'incarne Macron lui-même, avec la succession en à peine quelques mois d'épisodes comme son discours sur les « feignants », ses propos sur les ouvriers de GM&S en lutte contre la fermeture de leur usine dans la Creuse, ou encore sa conférence paternaliste à l'université de Ouagadougou.

Mais au-delà même du seul terrain social, où les cadeaux faits aux plus riches et les attaques contre les acquis des travailleurEs s'enchaînent, c'est une vraie politique de droite que le gouvernement a menée sur tous les fronts. Sur le terrain sécuritaire, Macron a poursuivi la politique de militarisation de l'espace public et de dérive autoritaire, avec pour point d'orgue l'entérinement de l'état d'urgence dans le droit commun. En ce qui concerne les migrantEs, la circulaire adressée par le ministère de l'Intérieur aux préfets, qui préfigure la loi « immigration-asile », propose de renforcer encore un peu plus et de légaliser la chasse aux migrantEs.

Si la tactique d'« enchaînement » des attaques porte pour l'heure ses fruits, reste à savoir jusqu'à quand cela va durer, alors que certains dirigeants de centrales syndicales, véritable main gauche de la politique macroniste, en particulier Jean-Claude Mailly de Force ouvrière, ont été sérieusement remis en cause lors de l'épisode des ordonnances. Si Macron a jusqu'ici globalement réussi son baptême du feu, il y a fort à parier que les 4 ans et demi à venir connaîtront tôt ou tard de sérieuses secousses sur le terrain des luttes, dont les batailles actuelles contre l'application des ordonnances entreprise par entreprise, parfois victorieuses comme dans le cas du nettoyage des gares franciliennes, ne sont que les premiers signes.

Daniela Cobet

MIGRANT-E-S Passer de l'indignation humanitaire à la contre-offensive!

Si 2017 s'est close sur un regain d'activité des collectifs de soutien aux migrantEs et sur la création de nouvelles structures de solidarité, cette année s'ouvre avec un défi majeur pour les internationalistes : battre en brèche le projet de loi visant à réprimer davantage les réfugiéEs... et faire du 17 mars, journée internationale contre le racisme, un succès.

Une photo relayée sur les réseaux sociaux le 25 décembre est devenue virale : on y voit des jeunes mineurs isolés, en errance dans le quartier de la Goutte-d'Or à Paris, tenter de se réchauffer dans les tambours des sèche-linge d'une laverie automatique.

La chasse est ouverte

Quelle image pouvait mieux exprimer la barbarie d'une société incapable d'accueillir ces enfants et ados, incapable de respecter les conventions internationales supposées les protéger ! Nous n'avons pas la mémoire courte, et les promesses de Macron déclarant en juillet qu'il ne voulait « plus personne dans les rues d'ici la fin de l'année » résonnent comme une énième fumisterie.

Gérard Collomb, père fouettard en chef du gouvernement, s'offusque des réactions indignées que suscitent les atteintes multiples aux droits de l'homme dont sont victimes les migrantEs, et en a, selon ses dires, « marre de passer pour le facho de service ». Son bilan est pourtant éloquent et Jacques Toubon, ancien garde des sceaux de Chirac et désormais « Défenseur des droits », dénonce ce gouvernement comme

l'un des plus répressifs des dernières décennies, que « les instructions de l'exécutif vont plus loin » que tous les gouvernements précédents dans une « vision sécuritaire de l'immigration »... Par deux circulaires – l'une du 16 octobre, l'autre du 20 novembre – adressées aux préfets et aux directions de la police et de la gendarmerie, sous prétexte de « menaces à l'ordre public », le ministre de l'Intérieur exhorte ses troupes à « user de la plus grande fermeté » dans la chasse aux étrangerEs. Les effets ont été immédiats : explosion des mises en détention dans les CRA (centres de rétention administrative), retour à la clandestinité pour les recaléEs au statut de réfugiéE (soit plus de 70% des demandes).

Accrocs au sein de la majorité

On peut facilement résumer le contenu du projet de loi qui sera présenté en février à l'Assemblée : plus de répression, plus d'expulsions, externalisation maximum du contrôle des frontières, rafles dans les centres d'accueil et d'orientation... Alors que l'ensemble des organisations humanitaires expriment leur opposition au projet de loi et que des « états généraux de l'immigration » vont se tenir au début de



PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

l'année, on a vu les premiers accrocs au sein de la majorité. La députée LREM Sonia Krimi a ainsi dénoncé, lors d'une intervention à l'Assemblée nationale, les « centres de rétention qui sont devenus des centres de détention indignes ». Raphaël Pitti, médecin humanitaire et élu municipal à Metz décoré en juin par Jupiter lui-même, a annoncé quant à lui qu'il rendait

sa légion d'honneur pour protester contre « le désengagement de l'État dans l'aide aux migrants ». Mais il faudra bien plus que l'indignation d'un médecin ou d'une députée de la majorité pour mettre en échec une politique qui vise deux objectifs : occuper le champ politique en matière de sécurité publique pour ne pas laisser le champ libre à Wauquiez et au FN,

s'aligner au niveau européen sur les politiques les plus répressives, quelles qu'en soient les conséquences. Le gouvernement belge a été ainsi directement mis en cause dans l'expulsion de migrantEs soudanais atrocement torturés à leur retour au pays.

La résistance s'organise

Si la répression des migrantEs s'est considérablement accélérée au cours du dernier trimestre, nous ne pouvons que nous réjouir du regain d'activité des antiracistes. Cédric Herrou et le collectif de la Roya, inconnus du grand public il y a quelques mois, sont devenus un symbole de résistance active au racisme d'État. Leur mouvement fait tache d'huile, et implique aujourd'hui des centaines de citoyenEs bien au-delà des cercles militants traditionnels. En refusant de se soumettre au blocus de la frontière, en bravant les dispositifs policiers, en assumant de mener le combat judiciaire sans rien édulcorer du fond et de la nature de leur lutte, ils ont favorisé et légitimé le développement de nombreux collectifs de mobilisation dans d'autres régions. Nous avons relaté dans ces pages certaines de ces mobilisations dans les universités, dans les quartiers populaires, et il serait difficile d'en faire une liste exhaustive. La manifestation réussie de Menton le 16 décembre à la frontière italienne a été l'une des expressions de ce développement. Notre objectif pour les prochains mois doit être de regrouper toutes ces résistances, dans leur diversité, pour aller vers un vaste mouvement national capable de peser dans le rapport de forces avec le pouvoir. Le rendez-vous international du 17 mars peut en être l'occasion, pourvu que l'on s'y attelle dès maintenant.

Alain Pojolat

EXTRÊME DROITE

Le Front national face à une crise de croissance ?

Même s'il est improbable que les principaux dirigeants du parti néofasciste s'attendaient vraiment à ce que leur cheffe gagne l'Élysée, la direction du FN espérait au moins sortir des élections avec le statut officiel de « premier parti d'opposition à Emmanuel Macron ». Cela lui aurait permis, selon le calcul des cadres d'extrême droite, d'engranger des soutiens et des ralliements sur la période 2017-2022.

Un débat calamiteux

Il n'a en aura rien été. Malgré un moment, après le premier tour de l'élection présidentielle, où les choses semblaient basculer au profit de Marine Le Pen – lorsqu'elle avait réussi à voler la vedette à Emmanuel Macron devant les salariés de Whirlpool, à Amiens, le 26 avril –, l'évolution attendue n'a finalement pas eu lieu. Cela n'est pas dû à un facteur unique, mais le déroulement du débat télévisé du 3 mai 2017, tant attendu par les troupes du FN, y a joué un rôle. L'issue désastreuse de cette confrontation, durant laquelle la présidente du FN a été incapable de pousser Macron dans ses retranchements – comme elle avait cru pouvoir le faire –, est liée au désintérêt plus ou moins marqué de Le Pen pour les questions économiques, à propos desquelles elle a montré à cette occasion l'étendue de son incompétence. Au sein du FN, c'est ainsi « le débat » qui revient dans la bouche de militants désabusés et de sympathisants désillusionnés, pour expliquer leur déception à l'égard du parti. Son électorat n'a pas non plus oublié cet épisode, qui a amoindri le crédit de Marine Le Pen, même si un sondage publié en octobre 2017 tendait à

L'année 2017 semblait s'annoncer prometteuse pour le FN; elle aura peut-être été, malgré la présence de sa candidate au second tour de la présidentielle, la pire depuis que Marine Le Pen a pris la direction du parti, début 2011.



montrer qu'elle conservait un important socle électoral. Il ne s'agit donc pas de surestimer les dégâts, même s'ils sont bien réels.

Ennuis à répétition

Pour la direction du FN, d'autres ennuis se sont ajoutés. Ainsi en est-il allé, fin novembre, de la résiliation de tous les comptes bancaires du FN par la Société

Générale, jusqu'alors banque attitrée du FN et de plusieurs de ses dirigeants. L'ensemble des tenants et aboutissants de cette affaire ne sont pas connus, mais elle ne semble pas due aux désaccords idéologiques éventuels entre la banque et le FN, ni à la peur du scandale : pendant des années, y compris pendant la période électorale où les projecteurs étaient braqués sur le FN, la Société Générale

n'était pas gênée par ses relations d'affaires avec le parti. Il est plus probable que la banque ait surtout craint d'être impliquée dans d'éventuelles enquêtes en matière de blanchiment de capitaux. Une crainte qui semble fondée, surtout si l'on pense aux sources de financement non transparentes du FN notamment venues de Russie.

Le départ, annoncé le 21 septembre 2017, de Florian Philippot (officiellement vice-président du FN, et dans les faits conseiller spécial de sa présidente) traduit, outre les conflits de personnes, le débat stratégique sur la ligne du FN qui s'est accru avec les revers électoraux. « Revers » dans la mesure où les résultats ont été inférieurs à ceux espérés par la direction du FN, qu'il s'agisse de la deuxième place de Marine Le Pen au premier tour, de son score de 33,9% au second, ou, avec l'élection de huit députés, de l'impossibilité de constituer un groupe parlementaire. Des résultats faisant écho à ceux des régionales de décembre 2015, témoignant de l'existence d'un « seuil » électoral pour le FN, qui n'avait alors conquis aucune région malgré les ambitions affichées.

Les clivages se renforcent, la menace demeure

En surface, c'est surtout la proposition d'une sortie de l'euro et/ou de l'Union européenne qui a concentré les critiques, vécue comme « anxigène » par une bonne partie de l'électorat de droite et d'extrême droite, et qui constitue par ailleurs, même si cela est moins porté

sur la place publique, un obstacle à un soutien par le capital organisé. Florian Philippot, désormais à la tête d'un parti, « les Patriotes », qui revendiquait en décembre 2017 6000 adhérents, contre officiellement 90000 pour le FN, semble être réellement convaincu que le clivage à propos de l'Europe (« souverainistes contre fédéralistes ») est primordial, permettant d'attirer des électeurs et électrices venus de la gauche comme de la droite. Philippot semble avoir été très marqué, pendant sa jeunesse, par les puissants clivages au moment du référendum de 1992 sur le traité de Maastricht.

Aux yeux des autres dirigeants du FN, l'hostilité à la gauche et un positionnement clair et net à droite revêtent beaucoup plus d'importance. Le clivage sur l'Europe en recouvre un autre : tout un pan de dirigeants du FN considère que le parti, à la recherche d'une attractivité pour un électorat dans les classes populaires, en a fait beaucoup trop dans la démagogie sociale, et qu'il aurait ainsi trop « gauchi » son discours.

Le débat d'orientation au sein du FN, et entre lui et sa scission, semble donc loin d'être terminé, et l'on peut s'attendre à de nouveaux affrontements. Ce qui ne doit évidemment pas nous faire oublier les hauts scores du FN, l'ancrage de ses idées, et le fait que dans toutes ses variantes, quelle que soit l'option stratégique favorisée, l'extrême droite demeure un danger de taille et une menace mortelle pour les opprimés et les exploités.

Bertold du Ryon

Le renoncement de Hollande à briguer un second mandat a ouvert le bal de la crise sans précédent que traverse actuellement le PS. Il est facile de comprendre pourquoi les cinq années de politique profondément antisociale, en faveur exclusive du Medef, menée durant le mandat de Hollande, ont entraîné un désaveu profond de la part des classes populaires vis-à-vis du PS, et aussi de son principal allié au gouvernement, EÉLV.

2017: une catastrophe pour le PS

La victoire de Hamon à la primaire (et la claque infligée à Valls par les militants du parti et une frange significative des électeurs de gauche) a entraîné à la fois l'implosion du PS et son score extrêmement faible au premier tour de l'élection présidentielle (6,3%). Les partisans d'un « vrai gouvernement de gauche » ont voté Hamon à la primaire socialiste... mais Mélenchon au premier tour de la présidentielle ! Avec un nombre de députés divisé par dix par rapport à la législature précédente, le PS fait désormais partie des « petits groupes » parlementaires. Il a mis en vente son siège de la rue de Solferino et va licencier plus de la moitié de ses 97 employés permanents. Rien ne va plus pour ce parti, à tel point que dans un sondage réalisé le 30 novembre, 75% des personnes interrogées pensent que sa disparition est inévitable. Il est effectivement compliqué de trouver une place entre La France insoumise et la clique ultralibérale de La République en marche qui a absorbé une frange significative des ténors socialistes, comme Collomb, l'actuel ministre de l'Intérieur. Personne parmi les anticapitalistes ne pleurera évidemment sur le sort du PS. Ce parti tel que nous l'avons connu pendant une quarantaine d'années est sans doute mort.

GAUCHE INSTITUTIONNELLE Entre crise et recomposition pour une reconquête du pouvoir

Depuis la victoire de Macron, la gauche institutionnelle lèche ses nombreuses plaies. Débâcle électorale historique du PS, rivalités exacerbées entre les dirigeants du PCF et ceux de La France insoumise, disparition d'EÉLV des radars politiques au profit de l'écologie-business à la mode Hulot... Toute la gauche de gouvernement semble avoir été aspirée vers le fond du siphon du hollandisme malgré les espoirs mis sur Mélenchon lors de la présidentielle.



Benoît Hamon et Jean-Luc Mélenchon. DR

Mais comme sa politique est largement recyclable, peu importe l'étiquette que porteront ses actuels ou ex-dirigeants dans les années qui viennent : il nous restera toujours à combattre leur politique fondamentalement anti-ouvrière !

Des radeaux fabriqués avec les débris du naufrage

Le congrès du PS aura lieu en avril 2018. La course au leadership est déjà engagée parmi celles et ceux qui ont fait le choix

de ne pas quitter le navire. Et d'ores et déjà se profile entre les prétendants la discussion sur les alliances pour les prochaines élections européennes de 2019. Certains dirigeants historiques du PS ont quant à eux préféré, dès la fin de la séquence électorale, prendre leurs distances avec leur parti, pour tenter de se refaire une virginité politique qui pourra toujours servir. Ainsi dès le 10 mai, Hidalgo, Taubira et Aubry ont lancé « Dès demain », un mouvement

qui n'est « pas un parti ». Hamon a carrément coupé les ponts, en lançant d'abord l'énigmatique « M1717 » en juillet, avant de fonder en décembre « Génération.s le Mouvement ». Autour de lui gravitent désormais d'anciens dirigeants d'EÉLV (Duflot et Mamère), et certains députés du PCF sont aussi pressés de se trouver sur les photos du nouveau « mouvement ». Nostalgie de la « gauche plurielle » des années 1990 ? Mais même la nostalgie n'est plus ce qu'elle était ! Car un acteur essentiel n'a pour l'instant pas souhaité être sur la photo pour une telle recomposition : La France insoumise de Mélenchon. Même si les relations entre Mélenchon et Hamon se sont réchauffées depuis quelques mois, avec la volonté commune affichée de faire bloc dans l'opposition à Macron, le rapprochement n'est pas évident car ils évoluent sur le même créneau électoral et leurs positions sur la question européenne, qui sera de fait au cœur des prochaines échéances électorales, semblent difficilement conciliables.

PCF et FI: je t'aime, moi non plus

Pour le PCF, l'avenir électoral sera de toute façon compliqué après le choix du ralliement à la candidature

de Mélenchon, choix qui s'est fait dans la douleur, avec l'opposition dans un premier temps de l'appareil communiste. Du côté de La France insoumise, l'année 2017 s'est découpée en deux séquences bien différentes. D'abord la montée en puissance de la candidature de Mélenchon, qui a certes échoué de peu à accéder au second tour de la présidentielle mais qui a su faire disparaître complètement le PCF durant les longs mois de la campagne, et lamener le candidat du PS. Puis la période de « l'opposition de gauche » à Macron, que la FI a voulu incarner seule avec son groupe de députés à l'Assemblée, en refusant toute forme d'alliance aux élections législatives avec le PCF. Mais de fait, la posture du « meilleur » opposant parlementaire n'a pas réussi à Mélenchon : faire échec à la réforme du code du travail ne pouvait se faire que dans la rue, et pas dans l'hémicycle.

En dernier ressort, beaucoup de bruit et de gesticulations pour rien de la part des députés de la FI. Ce qui n'est pas sans effet sur la cote de popularité d'un Mélenchon qui n'a jamais rien tant vanté que le terrain institutionnel, sur lequel il se retrouve aujourd'hui bien démuni. *Marie-Hélène Duvergier*

UN AN DE TRUMP Wall Street et les riches d'abord!

Le 8 novembre 2016, Trump était élu président des USA. Ce multimilliardaire, homme de télé-réalité, surprenait tout le monde en battant Hillary Clinton, la candidate des sommets de l'État et des milieux d'affaires, avec cependant... trois millions de voix de moins que sa concurrente.



Donald Trump. DR

Son imposture a profité du rejet des Démocrates et de l'establishment, qu'il a exprimé avec son cynisme et sa démagogie pour flatter les préjugés, racisme, nationalisme et protectionnisme, xénophobie contre les immigrés en général et les musulmans en particulier, ainsi que les afro-américains, sans même parler du sexisme minable directement ciblé contre sa rivale...

Le 20 janvier 2017, lors de sa prestation de serment, il déclarait : « Pendant trop longtemps, un petit groupe de personnes (...) a récolté les fruits de la politique du gouvernement, alors que le peuple en a assumé les coûts ». Depuis, la situation n'a fait qu'empirer. Si la grande bourgeoisie et les sommets de l'administration sont quelque peu inquiets de voir à la tête de l'État un tel pantin rustre et brutal, ils peuvent cependant lui faire confiance pour faire le job. À sa manière certes, mais, au final, dans tous les domaines, il poursuit et aggrave la politique de l'État et

de Wall Street. C'est bien pourquoi il est peu probable que l'establishment cherche à le destituer. Le Congrès et le Sénat viennent ainsi de voter sa réforme fiscale, un énorme cadeau aux 1% les plus riches. À moins que la multiplication des accusations de harcèlement et d'agressions sexuelles ne viennent à bout du « prédateur en chef »...

«Une guerre de classe»

C'est ainsi que le sénateur Bernie Sanders a qualifié, à juste titre, la réforme fiscale, véritable agression contre les travailleurs et les pauvres. L'essentiel des 1500 milliards de dollars

(1270 milliards d'euros) de réductions d'impôts programmées concerne, en effet, les grandes entreprises et les États-Unis les plus aisés. L'impôt sur les sociétés passe de 35% à 21%. La réforme prévoit également un dispositif incitatif pour rapatrier aux États-Unis les bénéfices réalisés par les multinationales US à l'étranger. Quant aux particuliers, ils seront soumis à sept tranches d'imposition allant de 10% à 37% pour les plus riches, au lieu de 39,6% actuellement. Enfin, le montant sur lequel on peut être exonéré de droits de succession est doublé, 22 millions de dollars pour un couple.

Les grandes entreprises vont voir leurs bénéfices bondir. Wall Street ne s'y est pas trompée. Anticipant la réforme fiscale, elle connaît depuis un an une hausse constante. La moitié des baisses d'impôt ira dans la poche des 1% les plus riches, alors qu'ils possèdent déjà 40% de la richesse du pays, du jamais vu depuis la fin des années 1920...

Extrême pauvreté

Les largesses de Trump à l'égard de la bourgeoisie vont aggraver un déficit budgétaire déjà énorme (666 milliards de dollars en 2017) et une dette fédérale abyssale de 20 000 milliards de dollars. La majorité républicaine se prépare à tailler encore plus dans les dépenses, à commencer par les programmes sociaux. Les plus pauvres en feront les frais.

Il existe déjà officiellement 41 millions de personnes sous le seuil de pauvreté aux États-Unis, chiffre auquel s'ajoutent plusieurs autres millions étant donné l'arbitraire statistique du seuil de pauvreté, pour l'essentiel des travailleurs pauvres.

9 millions de ces personnes ne reçoivent aucune aide financière. Bien des banlieues abandonnées constituent des zones « sous-développées », le « tiers monde » au cœur du pays le plus riche de la planète. Et l'extrême pauvreté touche toutes les populations.

Le «réveil américain»

La veille du vote de sa réforme fiscale, Trump présentait le rapport annuel du gouvernement sur sa « stratégie

de sécurité nationale », l'occasion de promouvoir sa politique de « la protection de la prospérité », la prospérité des classes capitalistes. Les USA sont confrontés à un monde hostile, une ère nouvelle de compétition, dit Trump : « Nous faisons face à des puissances rivales, la Russie et la Chine, qui essaient de remettre en cause l'influence, les valeurs et la richesse de l'Amérique [...] qui sont déterminées à rendre les économies moins libres et moins justes, à développer leur puissance militaire et à contrôler l'information et les données afin de réprimer leur société et étendre leur influence ». Et de proclamer : « L'Amérique va diriger à nouveau ».

C'est dans cette offensive contre les peuples que s'inscrit la dernière provocation de Trump décidant de mettre en œuvre la décision du congrès états-unien, datant de 1995, de reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël. C'est ainsi qu'il justifie aussi l'augmentation du budget de la Défense et laisse ouverte la possibilité de recourir à l'arme nucléaire, question jusqu'alors taboue. C'est le « fondement d'une politique garante de la paix et de la stabilité en dissuadant toute agression contre les États-Unis, nos alliés et nos partenaires », explique le rapport publié par la Maison Blanche. La politique des USA est, dans tous les domaines, alarmante : la brutalité de Trump l'indique sans fard. Mais la contestation s'étend et le réveil américain pourrait bien être, en 2018, celui de la lutte...

Yvan Lemaître

SYRIE Un an après la chute d'Alep-Est

En décembre 2016, les quartiers d'Alep-Est, ni sous le contrôle du régime Assad ni sous celui des forces djihadistes, tombaient sous le déluge de feu de l'aviation russe et du régime Assad, et face aux avancées au sol des forces pro-régime, de milices fondamentalistes islamiques chiites, encadrées par l'Iran et le Hezbollah. Cela avait suscité une grande émotion à travers le monde avec de nombreuses manifestations de solidarité avec les assiégés d'Alep-Est. Depuis lors, que s'est-il passé ?

Le régime de Bachar al-Assad n'a cessé de renforcer sa position tout au long de l'année, multipliant les victoires en s'appuyant sur ses alliés russe et iranien, ainsi que sur le Hezbollah libanais. Les diverses négociations diplomatiques, de Genève à Sotchi ou encore Astana, cherchent à entériner des processus maintenant le régime de Damas. D'ailleurs, Emmanuel Macron a déclaré mi-décembre qu'il comptait s'employer à « gagner la paix » en Syrie, sans exclure Bachar al-Assad du processus...

Les djihadistes de l'État islamique (EI) ont de leur côté perdu la grande majorité des villes et centres urbains syriens et irakiens qu'ils occupaient. Avec la perte de la ville de Raqqa en octobre dernier, l'EI contrôle désormais seulement 10% du territoire syrien – contre 33% au début de l'année. Seules quelques régions isolées, notamment les régions frontalières entre l'Irak et la Syrie, restent actuellement sous leur contrôle. Pour autant la fin de l'expansion territoriale de l'organisation djihadiste ne signifie nullement sa fin en tant qu'organisation...

La position de force du régime le pousse maintenant à lorgner vers les territoires sous la domination des forces kurdes du PYD. Bachar al-Assad a qualifié de « traîtres » les YPG, milice du PYD, pour leur collaboration avec les États-Unis, ajoutant que le régime

syrien ne laissera aucune parcelle du pays hors de son autorité.

La question de la reconstruction

Cette année a en outre de plus en plus mis sur le devant de la scène la question de la reconstruction, dont le montant est actuellement estimé entre 200 et 300 milliards de dollars. Or, pour Bachar al-Assad, ses proches et les hommes d'affaires liés à son régime, la reconstruction est perçue comme un moyen de consolider les pouvoirs déjà acquis et d'asseoir de nouveau une domination politique et économique sur la société syrienne. La reconstruction du pays sera aussi un moyen de récompenser les alliés du régime, en particulier l'Iran, la Russie et la Chine, en leur octroyant des parts du marché. Déjà, certains marchés comme les mines de phosphate et des champs de pétrole et de gaz ont été attribués à Moscou et Téhéran. Mais malgré ces appels du pied de la part d'Assad, la réalité d'une reconstruction par les capitaux étrangers reste fragile. La Russie et l'Iran manquent de moyens pour aider dans l'immédiat, tandis que la Chine hésite à s'impliquer massivement dans un pays aussi instable. Pour Pékin les investissements dans des pays émergents sont souvent, comme en Afrique, conditionnés à un accès privilégié aux ressources naturelles. Or, la Syrie est assez faible en matières premières.



Bachar al-Assad et Vladimir Poutine. DR

La reconstruction de ces zones se déroule alors que plus de 6 millions d'habitants ont fui le pays et environ 7,6 millions sont des déplacés à l'intérieur des frontières d'une Syrie qui comptait, en 2011, 22,5 millions d'habitants.

La Banque mondiale a estimé en juin qu'environ un tiers des immeubles et près de la moitié des bâtiments scolaires et hospitaliers de Syrie ont été endommagés ou détruits par le conflit, tandis que l'économie a perdu

2,1 millions d'emplois réels et potentiels entre 2010 et 2015. Le chômage a atteint 55% en 2015, passant chez les jeunes de 69% en 2013 à 78% en 2015.

Quel avenir ?

Les forces démocratiques et progressistes à l'origine du mouvement populaire syrien ont subi une répression massive de la part du régime – les disparus se comptent aujourd'hui par dizaines de milliers – et leur révolte a également été attaquée et

défigurée par les mouvements islamiques fondamentalistes.

Dans les circonstances actuelles, la poursuite de la guerre est la pire solution possible et ne profitera qu'aux forces opposées à un projet de société démocratique, socialement juste et inclusif : celles de Damas comme celles des mouvements fondamentalistes islamiques. Du point de vue tant politique qu'humanitaire, et ce même si les combats persistent aujourd'hui et que l'opposition démocratique mérite soutien, la fin de la guerre en Syrie est une priorité absolue. Mais cela ne signifie pas accepter la continuation du régime Assad et sa relégitimation au niveau international, ni oublier les crimes de guerre, les dizaines de milliers de prisonniers politiques toujours dans les geôles du régime, etc.

Surtout, cela ne signifie pas oublier le processus révolutionnaire syrien, l'un des plus documentés aujourd'hui. Cette mémoire, ces expériences politiques doivent désormais être utilisées pour (re)construire les résistances, même s'il faudra les organiser sous un régime autoritaire en attendant de voir émerger un futur mouvement démocratique, social et inclusif, dans lequel les nombreux activistes en exil auront également un rôle à jouer. Mais il faudra de la patience, et une solidarité internationale continue.

Joseph Daher

CLIMAT Aggravation et inaction

L'année 2017 a été marquée par une succession de catastrophes pas naturelles du tout: ouragans, inondations, sécheresses et incendies. Mais alors que tous les indicateurs sont au rouge, les gouvernants préfèrent sauver le système plutôt que d'agir en faveur du climat.

Les eaux montent : déjà 20 cm de plus depuis la période préindustrielle à cause de la fonte des glaces (Groenland, Antarctique) et de la dilatation thermique des océans. Des villages côtiers ont déjà reculé. Des tempêtes et des marées exceptionnelles provoquent le passage ou la stagnation d'eau salée, empêchant l'agriculture de subsistance de milliers de familles. En août, de violentes inondations de mousson ont touché plus de 43 millions de personnes au Bangladesh, au Népal et en Inde. Fin août, 4 ouragans successifs, de grande intensité, Harvey, Irma, José, Maria, ont déferlé sur les Caraïbes et dans l'Atlantique.

Toujours plus chaud

Pics de chaleur à plus de 50°C en Asie, sécheresse durable en Afrique de l'Est... D'après l'Organisation météorologique mondiale, la température moyenne est d'environ 1,1°C de plus qu'à l'ère préindustrielle. Selon son secrétaire général, « la dernière fois que la Terre a connu un teneur en CO₂ comparable, c'était il y a trois à cinq millions d'années : la température était de 2 à 3°C plus élevée et le niveau de la mer était supérieur de 10 à 20 mètres par rapport au niveau actuel. »

Toujours plus de déracinés climatiques

L'ONG Oxfam estime que 23,5 millions de personnes ont dû fuir leur terre et leur foyer en 2016 à la suite de catastrophes « naturelles » extrêmes. L'ONG estime que « la montée des eaux, l'évolution des précipitations et d'autres changements

réduisent les moyens de subsistance et augmentent le risque de voir, à l'avenir, beaucoup plus de gens se déplacer ».

Selon la synthèse du Lancet Countdown on Health and Climate Change, ce sont plus d'un milliard de personnes qui pourraient migrer, d'ici à la fin du siècle, à cause du réchauffement climatique. Pourtant, ni la protection, ni l'accueil, ni le statut des millions de déplacés et réfugiés climatiques n'étaient au programme de la COP23.

Les COP se suivent, l'inaction criminelle s'enracine

Rien après la COP21 de Paris où le gouvernement français assurait avoir sauvé le climat. Rien non plus après la COP22 de Marrakech et son « capitalisme vert » appliqué tout particulièrement à l'Afrique. Toujours rien après la COP23, présidée par les îles Fidji mais délocalisée à Bonn. La réalité, c'est la faiblesse des engagements qui couvrent à peine un tiers des réductions d'émissions nécessaires. Or, le cumul de ces engagements, s'ils étaient tenus, conduirait à une hausse de plus de 3°C. Avec la sortie des États-Unis de l'accord de Paris et les déclarations de Trump, qui défend le productivisme au service des multinationales, la catastrophe se rapproche.

Macron lave plus vert !

Le gouvernement français s'est offert un sommet « climat finance » avec beaucoup pour la finance et très peu pour le climat. Hulot, l'écolo à 9 autos et motos, est la marionnette de Macron. Son recul sur la fermeture de réacteurs nucléaires au



nom de la lutte pour le climat l'a propulsé encore plus au rang des mystificateurs. D'autant que, dans le même temps, le gouvernement a tenté de supprimer, dans la loi de finances, une enveloppe de 22 millions d'euros destinée à financer des projets luttant contre les effets du changement climatique dans les îles du Pacifique (panneaux solaires pour les îles isolées du Pacifique sud, abris anti-inondation dans des atolls menacés par la montée des eaux...). Il aura fallu un vote des députés pour rétablir cet « équivalent Fonds vert ». Selon l'ONU, il faudrait entre 130 et 260 milliards d'euros par an pour permettre aux pays en développement de s'adapter à un réchauffement limité à 2°C, alors qu'on s'oriente plutôt vers 3°C. En 2016, Oxfam évalue entre 10 et 19 milliards d'euros le montant des sommes effectivement mobilisées. Dérisoire !

Un autre monde est nécessaire

Pour les gouvernants et les capitalistes à la manœuvre, il s'agit de se servir de la question du climat pour continuer à faire des profits. L'économie mondiale consacre beaucoup plus d'argent aux énergies fossiles qu'aux actions d'économie d'énergie et aux renouvelables. 250 milliards d'euros ont été investis dans le charbon depuis la COP21 par les 120 plus grosses entreprises du secteur selon les Amis de la terre France. Attac indique même que les investissements dans les énergies renouvelables ont baissé de 23% en 2016. La planète n'en peut plus, les populations les plus exposées non plus. Les engagements pris ne sont que des paroles, comme la sortie des énergies fossiles en 2040 en France : qui peut y croire ?

Pour le NPA, seules les mobilisations des peuples peuvent imposer d'autres modes de production et de consommation, et sauver le climat. Nos propositions écosocialistes dessinent un autre monde, en rupture avec le modèle économique capitaliste, énergivore et polluant.

Commission nationale écologie

L'année 2017 a été dramatique pour les VénézuélienEs. D'avril à juillet, le pays a été le théâtre de manifestations et de violences qui ont coûté la vie à 124 personnes, dont la responsabilité incombe à la fois à une répression étatique disproportionnée et à des violences politiques des deux bords. Parmi ces manifestantEs, il y avait sans nul doute des militantEs de la coalition conservatrice, mais aussi de simples citoyenEs révoltés par la dégradation de leurs conditions de vie et porteurEs de revendications légitimes, même si la direction politique du mouvement n'a absolument rien de progressiste. Le pouvoir politique se retrouve désormais confisqué par une Assemblée nationale constituante, élue fin juillet selon un mode de scrutin inéquitable, aux prérogatives supra-constitutionnelles et aux ordres de Nicolás Maduro.

AMÉRIQUE LATINE 2017 : annus horribilis pour les VénézuélienEs

L'année qui s'achève a été dure pour les VénézuélienEs. Confrontés à des pénuries massives d'aliments et de médicaments, ils et elles se retrouvent face à une double impasse politique, celle du gouvernement de plus en plus autoritaire et celle de l'opposition toujours aussi liée aux classes possédantes.



Nicolás Maduro. DR

Un effondrement économique

Le pays est en récession pour la quatrième année consécutive. La dépendance du Venezuela à la rente pétrolière rend d'autant plus terribles l'effondrement des cours depuis l'été 2014 et le mauvais entretien des installations du pays. Le détournement du taux de change par les grandes entreprises, avec la complicité des plus hautes instances gouvernementales, a détruit la monnaie locale au point que le gouvernement a mis en place une cryptomonnaie hypothéquant encore davantage les ressources pétrolières. Ces problèmes monétaires sont à l'origine de difficultés d'importations qui rendent difficile l'accès aux produits de première nécessité, les aliments, les médicaments... Les VénézuélienEs subissent une hyperinflation, qui a atteint cette année les 1000% et qui ruine leur pouvoir d'achat. Le salaire

minimum ne représente qu'un quart des dépenses alimentaires mensuelles d'un foyer.

Dans cette situation, tout gouvernement progressiste donnerait la priorité à l'importation de produits de première nécessité pour soigner et alimenter la population plutôt que de payer ses créances. Nicolás Maduro a choisi, pour

sa part, de rembourser rubis sur l'ongle une dette qui atteint un montant de 100 à 150 milliards de dollars. En août dernier, les États-Unis ont durci encore davantage l'accès aux marchés financiers en interdisant aux entreprises et aux citoyenEs de son pays de contracter de nouvelles obligations à l'égard du Venezuela. Le gouvernement Maduro

se retrouve ainsi à s'endetter dans des conditions encore plus défavorables. La coalition d'opposition, dépeinte dans les médias occidentaux comme progressiste et démocratique, a d'ailleurs approuvé ces sanctions qui aggravent les conditions de vie de son propre peuple. Deux agences de notation, S&P et Fitch, ont déclaré l'État vénézuélien et l'entreprise pétrolière publique, PDVSA, en défaut partiel de paiement. Le gouvernement a confié à un militaire la direction de cette entreprise, accroissant encore davantage l'influence de l'armée au sein des institutions : un tiers du gouvernement en est issu, une vingtaine d'entreprises publiques sont aujourd'hui dirigées par des militaires.

Reconstruire une alternative

Lors des élections municipales du 10 décembre, après des décennies de bipolarisation totale entre le chavisme et l'opposition bourgeoise, une gauche a émergé dans certains endroits. Dans l'ouest de Caracas, un ancien ministre de Chávez soutenu par le Parti communiste et un autre parti de gauche, défendait un « chavisme honnête » à 1000 lieues des pratiques gouvernementales. Par des manœuvres bureaucratiques, son nom n'apparaissait pas sur les machines

électroniques de vote. Son score, cumulé à celui d'un ancien membre de Marea Socialista soutenu par un parti d'origine évangéliste, et à celui du candidat soutenu par Marea Socialista, atteint 10% des suffrages. Dans la municipalité de Simón Planas, un leader de quartier autonome du gouvernement a gagné l'élection contre le candidat gouvernemental, et les institutions électorales aux mains de Maduro refusent de lui octroyer la victoire. Il reste encore à donner un contenu de classe à ce mécontentement légitime contre le gouvernement Maduro pour reconstruire l'espérance dans une société socialiste face à la crise économique dramatique que connaît aujourd'hui le Venezuela. Pour 2018, souhaitons aux VénézuélienEs que, par leurs mobilisations, ils parviennent à l'annulation de cette dette illégitime, à la récupération des centaines de milliards de dollars volés à l'État vénézuélien par le détournement du taux de change et à la reconstruction d'une organisation défendant authentiquement les classes populaires, contre la bureaucratisation autoritaire du gouvernement et la restauration bourgeoise soumise aux volontés de Donald Trump et de l'opposition.

Pedro Huarcaya

MOBILISATIONS SOCIALES

À la recherche d'un mouvement d'ensemble

L'année sociale 2017 a commencé plombée par l'échec de la mobilisation de 2016 contre la loi travail version El Khomri. Avec, en perspective, une élection présidentielle dont les préliminaires sous forme de primaires ont été le théâtre d'une surenchère en matière de régression sociale.

Le début de l'année a été marqué par les condamnations de sept ex-salariés de Goodyear à des peines de 2 à 12 mois de prison avec sursis. Avec la multiplication des plans sociaux, suppressions de postes et fermetures de sites, Whirlpool, Vivarte, EDF, les hôpitaux, La Poste, l'automobile, SFR, Tati, General Electric... ont fait tour à tour la « Une » des médias. Mais si des résistances se sont développées, c'est la sensation d'isolement qui a dominé, débouchant le plus souvent sur des échecs.

Malgré tout, le fond de l'air de la campagne présidentielle sera imprégné d'une ambiance de résistance, attesté par l'écho rencontré par les visites de Le Pen et Macron, entre les deux tours, aux salariés de Whirlpool, alors que l'annonce de fermeture du site d'Amiens venait d'être rendue publique.



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / JMB

L'élection de Macron, avec le bon score de Mélenchon et l'écho de la campagne Poutou, ne semble pas avoir affaibli les volontés de riposte, comme en a témoigné l'écho des initiatives, même minoritaires, du Front social. Mais, convaincu de sa légitimité, assis sur son score du second tour, Macron a mis immédiatement son gouvernement au service des riches, du patronat.

Massacre à la tronçonneuse

La première attaque a visé le code du travail, avec l'utilisation de la procédure des ordonnances. Un contenu inscrit dans la logique de la loi travail de Hollande, et une méthode digne

du 49-3 de Valls. Au menu : la mise en place d'un barème à minima pour les indemnités prud'homales en cas de licenciement abusif, la facilitation des procédures de licenciements prétendument économiques, la création du Comité social et économique en lieu et place de l'ensemble des institutions représentatives du personnel, en réduisant drastiquement les moyens avec une mise à l'écart des organisations syndicales, qui risquent d'être totalement contournées par la possibilité pour l'employeur de prendre l'initiative du référendum d'entreprise.

Les directions syndicales ont accepté une concertation accélérée, dont tout

indiquait pourtant qu'elle n'était qu'une manœuvre pour réduire les mobilisations. Bien qu'embarquée volontaire dans la galère du dialogue social, la CGT, appuyée par Solidaires, a mis malgré tout en place un calendrier de journées d'action et de manifestations, aussi inefficace que celui de 2016. Et ce ne sont pas les tardives mais dispersées mobilisations organisées dans les secteurs des raffineries, des transports ou des ports et docks qui ont pu bloquer les principales contre-réformes. Tout au plus ont-elles montré qu'il était possible de se battre, de gagner au moins partiellement contre la mise en cause de la hiérarchie des normes, et pour le maintien de certains acquis.

À l'abri de toute mobilisation d'ampleur le gouvernement a promulgué ses ordonnances antisociales le 22 septembre, qui ont force de loi depuis leur passage devant le Parlement fin novembre. De telles régressions sociales ne pouvaient qu'être accompagnées de mesures répressives tout aussi brutales. Les condamnations suite aux manifestations de 2016 se sont multipliées, pendant que l'État donnait l'exemple en sanctionnant des membres de l'Inspection du travail : un exemple évidemment compris comme un soutien par un patronat lui aussi de plus en plus répressif, tel celui de PSA.

Des résistances

Le rouleau compresseur des ordonnances et la passivité des confédérations syndicales n'ont toutefois pas eu

totallement raison de la colère sociale. Dans de nombreux secteurs, souvent moins organisés que les grands secteurs traditionnels, la combativité des salariés a permis de faire reculer les employeurs. C'est le cas du nettoyage, de la restauration, de l'hôtellerie, et même d'activités uberisées comme Deliveroo, tandis que la lutte des GM&S mettait face à face combativité et morgue patronale et jupitérienne. Malgré les contestations ouvertes à la CFDT ou à FO, et une grogne rampante à la CGT, les directions syndicales ont continué à s'inscrire dans la logique du dialogue social dans le cadre des prochaines offensives gouvernementales : étatisation de l'assurance chômage, amplification de la tutelle patronale sur la formation professionnelle, préparation de nouvelles attaques sur les retraites. L'année se termine avec des annonces préparant des contrôles redoublés des chômeurs, une nouvelle fois désignés comme responsables de leur situation, et l'engagement par PSA d'une procédure de rupture conventionnelle collective massive réduisant considérablement les droits de celles et ceux qui sont poussés vers la sortie de l'entreprise. Mais d'un autre côté, les succès significatifs des salariés de l'entreprise de nettoyage H. Reinier (ONET), sous-traitant de la SNCF, et des personnels du service de pédopsychiatrie du CHU de Toulouse, indiquent que la résignation n'a pas triomphé.

Robert Pelletier

En France aussi, la parole des femmes s'est libérée. Derrière la déferlante #MeToo, ce qui est devenu visible c'est que la violence n'est en rien une relation d'individu à individu, mais une violence structurelle, systémique.

Les violences sexistes se retrouvent dans toutes les sphères de la société et dans l'ensemble des classes et groupes sociaux. Dans la rue, dans les transports en commun, dans le cadre de la famille, dans le cadre du couple hétérosexuel (35% des violences sexuelles) et bien sûr dans le cadre du travail. Des violences qui sont intrinsèquement liées au système patriarcal, et renforcées par les rapports de pouvoir du capitalisme. Car l'affaire Weinstein c'est aussi le harcèlement d'un patron sur ses employées, qui montre bien que capitalisme et patriarcat sont les deux faces d'une même pièce.

Ces violences sont très rarement condamnées (seulement 2% des viols en France), et peuvent être meurtrières : en 2016, 123 femmes sont mortes, en France, sous les coups de leur conjoint. Ces violences sont des violences de genre : 96% des violeurs sont des hommes et 91% des victimes sont des femmes.

MeToo dans la rue !

Des rassemblements ont été organisés dans plusieurs villes de France le 29 octobre. À Paris, nous étions près de 3000 sur la place de la République. À la suite de ce rassemblement réussi, nous avons commencé à nous réunir en Assemblée MeToo afin de préparer le 25 novembre, journée internationale contre les violences faites aux femmes, mais aussi de construire un mouvement féministe contre les violences sexistes sur la durée. Ces assemblées ont été une réussite, puisque nous nous sommes retrouvées à trois reprises à plus de 100 personnes, en formant des groupes de travail, des ateliers thématiques, mais aussi en permettant d'avoir une dynamique

#METOO

Une fin d'année féministe pour recréer des solidarités

L'affaire Weinstein aura marqué la fin de l'année 2017. Véritable tsunami dans la sphère hollywoodienne, où les agresseurs tombent à présent comme des mouches, même si l'on constate avec amertume que certains sont passés entre les mailles du filet et sont encore bien présents dans les sphères de pouvoir, elle a entraîné un mouvement de libération de la parole de celles qui subissent au quotidien les violences sexistes.

militante autour de la construction d'un rapport de forces dans la rue.

La manifestation du 25 novembre à Paris a réuni elle aussi entre 2000 et 3000 personnes, ce qui peut sembler peu, mais qui est largement supérieur aux années précédentes. L'assemblée MeToo a proposé un cortège auto-organisé de plus de 300 personnes. C'est certes loin d'être suffisant, et nous pouvons dire en cette fin d'année que nous sommes très loin d'un mouvement féministe de masse. Mais il faut regarder d'où nous partons : si le mouvement féministe existe bel et bien en France, il est largement divisé. De nouveaux liens de solidarité entre les opprimées ont été construits, et commencent à émerger des groupes de parole, de réflexion, d'action : une nouvelle génération militante, étape dans la reconstruction du rapport de forces.

Des petits pas

On parle désormais de l'inversion de la charge de la preuve en matière de justice. La Suède est en train de changer la législation sur le viol : les nouveaux critères ne seront plus la surprise, la contrainte physique ou la menace, mais le caractère explicite du consentement. Évidemment un changement législatif ne



© Compte Twitter de Mathieu Delmestre

réglera pas tout, mais ce sont des petits pas qui montrent à quel point la vague a eu un impact, même à l'intérieur des États bourgeois et d'une justice de classe. En France, Emmanuel Macron avait choisi la date du 25 novembre pour lancer la « grande cause nationale » contre les violences faites aux femmes. Au programme : une prétendue augmentation du budget, des modules pour une éducation non sexiste, une extension du délai de

prescription et de l'âge du consentement, un renforcement de l'appareil répressif, des unités hospitalières dédiées aux violences... Des annonces qui sont de l'affichage, quand elles ne sont pas des attaques lorsque Macron profite de l'occasion pour renforcer l'arsenal policier alors que les flics sont aussi des agresseurs, et que toutes les femmes qui ont été victimes de violences ont eu peur de porter plainte.

Vers un changement de société

Mais ces annonces montrent que l'impact du mouvement a été tel qu'il a fallu y répondre. Que se passerait-il si, au lieu d'être quelques milliers dans les rues, nous étions la prochaine fois des centaines de milliers ? Car il n'y aura pas de raccourci possible : c'est bien d'un mouvement de masse dont nous aurons besoin pour gagner.

La faiblesse du mouvement féministe en France n'est pas une fatalité : en Argentine et en Italie ont ainsi émergé des mouvements féministes de masse, portés par de nouvelles générations. Mais dans le mouvement féministe comme ailleurs, il faut reconstruire patiemment, en prenant des initiatives pour faire émerger, entre autres, des états généraux qui remettraient tout à plat.

Les violences sexistes, l'oppression des femmes en général, ne sont pas une fatalité. Mais nous n'obtiendrons aucune égalité réelle sans changer de système, car le système capitaliste a tout intérêt à maintenir les femmes opprimées : tâches ménagères gratuites, division du travail, division de notre classe.

Construire une société émancipatrice, c'est construire une société débarrassée des rapports d'exploitation et d'oppression, qu'elle soit patriarcale ou raciste, et donc renverser le système capitaliste et patriarcal : le combat féministe doit être partie intégrante du combat des anticapitalistes.

Mimosa Effe

SANTÉ Toujours plus d'austérité et de privatisations

Nier la réalité: tel semble être, après sept mois, l'ultime recours pour Agnès Buzyn, ministre de la Santé, afin de justifier la politique d'Emmanuel Macron et de son gouvernement.

Le 19 décembre, elle affirmait ainsi sur Sud-Radio qu'il n'était pas question de « baisser les effectifs soignants » dans les hôpitaux. Au même moment était annoncée... la suppression de plusieurs centaines d'emplois dans deux des plus grands établissements du pays (à Paris et à Marseille) : deux exemples parmi tant d'autres, tandis que s'accéléraient les restructurations au sein des groupements hospitaliers de territoire et les fermetures de services dans les hôpitaux de proximité.

Hôpitaux sous pression

Les directeurs d'hôpitaux eux-mêmes ont lancé un cri d'alarme par la voix de la Fédération hospitalière de France (FHF) : « On demande aux établissements de ne pas toucher à l'emploi et à l'offre de lits, tout en réalisant toujours plus d'économies », a ainsi déclaré Frédéric Valletoux, président de la FHF, au Monde. 1,1 milliard d'économies budgétaires ont été demandées aux hôpitaux en 2017, et pour 2018 l'effort

exigé sera encore accru : 1,6 milliard. C'est mission impossible ! Aussi le déficit des établissements se creuse-t-il. Il devrait être de 1,5 milliard d'euros en 2017, alors qu'en 2016 il se limitait à 470 millions.

Le déni de la ministre touche aussi la situation des EHPAD (maisons de retraite médicalisées), où le gouvernement met en application les mesures décidées par ses prédécesseurs. Celles-ci vont priver les EHPAD publics de 200 millions d'euros de recettes alors que la situation est de plus en plus critique et aboutit à une véritable « maltraitance institutionnelle ». Les professionnels dénoncent les repas donnés en quelques minutes aux résidents, faute de temps, les toilettes faites à la hâte et pas tous les jours, la disparition des activités qui font la différence entre un lieu de vie et un mouiroir.

Mais pour la ministre, dans une interview à *Ehpad-magazine.com*, « il ne faut pas, à partir de quelques situations que je déplore vivement, généraliser. » Encore et toujours le déni.

Des déboires de Fillon au programme de Macron

On l'a parfois oublié mais les déboires de la campagne de F.Fillon, dont la victoire à l'élection présidentielle de 2017 semblait assurée, n'ont pas commencé avec les révélations des emplois fictifs concernant sa famille. Quelques semaines plus tôt, ses propositions sur la santé et la protection sociale avaient

suscité un véritable tollé, y compris dans son propre camp. Le « candidat de la droite et du centre » avait ainsi annoncé la suppression de milliers de postes de fonctionnaires, y compris dans les hôpitaux, et la privatisation du remboursement des soins courants, le « petit risque ».

Macron et son équipe avaient, pour leur part, su percevoir l'enjeu de la santé dans cette campagne (première préoccupation des électeurs selon certains sondages) : annoncer « du sang et des larmes » était politiquement suicidaire. Aussi le programme du candidat d'En marche a-t-il délibérément pris le contrepied de celui de Fillon : il promettait de développer la prévention, d'améliorer l'accès aux soins, de lutter contre les « déserts médicaux », de rembourser intégralement les soins dentaires et l'optique, et d'améliorer l'efficacité du système de santé en le « décloisonnant ». Il affirmait aussi prendre en compte la tension insupportable dans laquelle travaillent les personnels hospitaliers, en promettant la remise en cause du mode de financement des hôpitaux fondé sur la rentabilité.

La fin des faux-semblants

Une fois le pouvoir conquis, les masques sont vite tombés, et les faux-semblants de la « stratégie de santé » annoncée par Macron ont laissé la place à la réalité d'une politique d'austérité renforcée et de privatisation accélérée.



PHOTOTHÈQUE ROUGE/LÉANDRE

La généralisation du « tiers payant » a été reportée puis abandonnée, la lutte contre les « déserts médicaux » s'est résumée à quelques mesurées dérisoires. Le remboursement des soins dentaires et de l'optique sera l'affaire des assurances complémentaires, et se fera à minima : « On n'est pas là pour payer des montures Chanel à tout le monde », a ainsi déclaré la ministre !

Le projet de loi de financement de la Sécurité sociale a concrétisé pour 2018 la perspective des 15 milliards de réduction de crédits en 5 ans annoncée par Macron, dont l'hôpital est la première victime.

Si pour Buzyn, l'hôpital ne doit pas être une entreprise, c'est surtout parce que sa place doit changer dans le système de santé. Macron, à la suite de Sarkozy et de Hollande, entend réduire le service public hospitalier au rôle de simple béquille d'un système de santé piloté par les assurances et confié pour l'essentiel aux médecins libéraux et aux cliniques privées.

Dans la santé comme ailleurs, avec Macron, c'est bien la contre-réforme à tous les étages : une politique à combattre, résolument.

Jean-Claude Delavigne

RÉPRESSION Avènement de l'État autoritaire

En 2017, la France est passée d'un État répressif de droit bourgeois à un État policier, autoritaire. Ce qui s'est traduit par la pérennisation de l'état d'urgence exceptionnel dans le droit ordinaire.

L'année 2017 a vu l'accentuation de la suprématie du pouvoir exécutif sur le législatif et sur la justice, la suppression permanente de nombreux droits et libertés, la criminalisation de toute résistance sociale, l'assignation sociale renforcée des habitants dans les quartiers populaires et l'enfermement de fractions de notre classe jugées inutiles et/ou dangereuses.

Police partout

Testés lors des révoltes des banlieues, les flashballs et les LBD, « armes non létales mais pouvant tuer », ont blessé de nombreux manifestants. 42 l'ont été très grièvement, 12 ont perdu un œil. De mai 2016 à mai 2017, 639 manifestations ont été interdites totalement ou partiellement. Les arrestations ont souvent donné lieu à des comparutions immédiates, conduisant à des peines renforcées. Dans le même temps des militants à Ford, PSA, à La Poste, dans le social, à l'inspection du travail... ont été lourdement condamnés pour faits syndicaux.

Dans les quartiers populaires, parfois seul « service public » restant, la BST (brigade spécialisée territorialisée) est chargée de faire régner un ordre néocolonial à coups de bouclages de quartiers, de contrôles au faciès, d'interpellations violentes. Des pratiques dignes du code de l'indigénat, entraînant régulièrement des drames



PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB

irréversibles, comme pour Théo ou Adama, ou comme plus récemment à Lille où des jeunes fuyant les policiers ont été happés par un train.

Cette année, la justice a utilisé un délit non inscrit dans le code pénal, mais bien inscrit dans la vie des personnes solidaires des migrants, le délit de solidarité : harcèlement, perquisitions, gardes à vue, amendes, peines de prison avec sursis pour une dizaine d'entre elles. Un seul objectif : faire peur, dissuader, nous diviser, nous mater.

Libertés pour touTEs

La lutte contre le terrorisme est utile au gouvernement, elle lui sert à justifier ses interventions militaires à

l'étranger, bien qu'elles contribuent à nourrir le terrorisme, et à militariser, à l'intérieur des frontières, sa guerre de classes. La lutte antiterroriste, à la fois politique et militaire, permet la fusion des missions des basse et haute polices telles la lutte contre la petite délinquance ou le maintien de l'ordre public et le renseignement, ainsi que la criminalisation des résistants à l'ordre ultralibéral. Sous la pression de manifestations policières factieuses, la loi de sécurité publique du 6 février a installé la présomption de légitime défense des policiers, aligné leurs règles de tir sur celles, plus souples, des militaires, anonymisé leurs procédures. Police militarisée dotée d'armes de guerre et

armée formée au maintien de l'ordre public avec l'opération « Sentinelle » : avec la surveillance soupçonneuse, le quadrillage sécuritaire, la multiplication de personnels armés, c'est à l'occupation militaire de nos places que nous assistons.

La loi « renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme » du 3 octobre fait entrer l'état d'urgence dans le droit commun. Elle légalise les pratiques actuelles et permet les dérives futures, grâce à l'inscription dans le droit pénal de la suspicion à la place du fait avéré. Elle confirme définitivement les périmètres de protection, les assignations, les perquisitions administratives, et autorise la fermeture de lieux

de culte musulmans. Selon Christine Lazerges, présidente de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH), interviewée par *Mediapart*, « si l'extrême droite arrive un jour au pouvoir, la France serait dans une situation extrêmement difficile en matière de libertés. Un tel pouvoir n'aurait absolument rien à ajouter à ce texte. »

« Quand tous les pauvres s'y mettront... »

Le nombre de personnes privées de liberté augmente : + 1,1% en un an dans des prisons surpeuplées dans lesquelles 1457 personnes dorment par terre. Les actes de petite délinquance sont toujours punis plus durement, et ce sont toujours ceux et celles de notre camp social qu'on enferme : les ouvrierEs ou chômeurEs (63,5% des prisonnierEs) et les jeunes descendantEs d'immigréEs. Si le nombre des assignations à résidence a diminué, les étrangerEs peuvent, eux, y être contraints de manière illimitée, notamment dans le cadre des dispositifs PRADHA et CARDIA, dont le nombre de places va être augmenté car ils permettent de « stocker » les migrantEs dublinés puis de les expulser discrètement.

L'ensemble de ces dispositifs supprime bon nombre de droits, notamment ceux à l'asile, à l'égalité, à la dignité, à la libre circulation, ainsi que celui de se défendre. Certains préfets, sûrs de leur immunité, n'hésitent plus à s'affranchir de la loi, comme à la gare de Garavan et aux frontières alpines. Le tournant hyper-répressif de 2017 a durci les conditions de nos luttes. Mais il a aussi permis à de plus en plus de personnes de prendre conscience que les lois des dominants sont parfaitement illégitimes. Des lois voulues par un gouvernement des riches qui réprime pour détruire les droits sociaux, les services publics, la solidarité, et auquel il sera nécessaire, d'imposer, en 2018, un « tous et toutes ensemble ! »

Roseline Vachetta

2017: le NPA en action

Retour sur une année marquée par une campagne électorale riche en émotions, mais aussi et surtout par un investissement au côté de celles et ceux qui refusent de se résigner face à un système de plus en plus injuste et barbare.

Une année de luttes

La défaite face aux ordonnances Macron à la rentrée ne doit pas faire oublier que 2017 a été une année riche en mobilisations de tous ordres, pour la défense des emplois et des salaires, contre le démantèlement des services publics, contre la répression dans les quartiers populaires et contre le mouvement social, contre la chasse aux migrantEs, etc. Malgré sa taille modeste, le NPA a tenté d'être partie prenante de tous ces combats, en y apportant un soutien matériel et politique, en les relayant dans sa presse et lors des interventions médiatiques de ses porte-parole. Notre candidat Philippe Poutou a ainsi rendu visite à nombre de salariéEs en lutte, qu'il s'agisse de ceux de Goodyear et de PSA victimes de la répression, ou de ceux de Tati, de General Electric, d'Onet, d'Holiday Inn, de GM&S, de Médialys... mobilisés pour l'emploi et les conditions de travail. Des rencontres chaleureuses, des rassemblements parfois modestes mais déterminés, des invitations à intervenir dans nos meetings et réunions publiques : des liens ont été tissés et, si force est de constater que ces luttes sont très loin d'avoir été toujours victorieuses, elles ont participé du maintien d'un climat de contestation et d'un refus de la résignation qui sont des acquis précieux pour l'avenir, a fortiori si les leçons sont tirées de ces échecs comme des succès de certaines luttes exemplaires comme celle des salariéEs du nettoyage des gares du nord de l'Île-de-France en décembre. Exemplaaires aussi furent certains combats, contre les violences policières ou les grands projets inutiles, en soutien aux migrantEs ou au mal-logéEs, en solidarité avec les peuples palestinien et syrien, pour la liberté des prisonniers basques ou contre la répression en Catalogne, auxquels nous avons tenté, là encore d'apporter notre part.

Le NPA a en outre proposé, face aux contre-réformes ultra-libérales et répressives de Macron, une politique alliant refus des compromissions et unité la plus large. Dans ce domaine, le moins que l'on puisse dire est que les difficultés ont été immenses, la défaite de 2016 face à la loi travail version El Khomri continuant de peser dans les consciences et les organisations du mouvement ouvrier faisant preuve d'une réticence toute particulière à mobiliser dans des cadres unitaires. Entre un Jean-Luc Mélenchon et une France insoumise prétendant représenter à eux seuls l'opposition au gouvernement et un front syndical désuni et sautant à pieds joints dans le piège du « dialogue social », nos propositions n'ont eu que peu d'écho, et si des initiatives comme celles prises par le Front social ont connu des succès relatifs, elles n'ont pas permis de bousculer les rapports de forces. Là encore, des bilans doivent être tirés et, si nous ne prétendons pas avoir l'ensemble des réponses politiques et stratégiques face à au macronisme et à l'offensive tous azimuts du gouvernement, il est urgent que la gauche sociale et politique s'interroge sur ses échecs et reconnaisse que l'heure n'est ni à la division, ni à la stratégie perdante des journées d'action éloignées dans le temps et sectorielles, mais bien à jeter les bases de la construction d'un mouvement d'ensemble qui se fixe comme objectif de bloquer le pays, seul langage que peut comprendre la bourgeoisie, ainsi que l'a démontré la population de Guyane en mars-avril.

Philippe Poutou candidat

2017 a bien évidemment été marquée par la campagne présidentielle, durant

laquelle le NPA a tenté, là aussi, de jouer un rôle utile et de faire entendre un autre son de cloche que celui des formations de la gauche institutionnelle. La course aux 500 signatures, véritable verrou antidémocratique, a largement occupé les premiers mois de l'année et nous avons eu, jusqu'au dernier moment, des doutes : Philippe Poutou allait-il en être ? Les nouvelles règles de collecte des parrainages, avec publication « au fil de l'eau », par le Conseil constitutionnel, des listes des parrainés et envoi direct par ces derniers des formulaires, ont compliqué une tâche qui s'était déjà avérée colossale pour une petite organisation comme la nôtre lors des précédents scrutins. Mais les efforts considérables, sur le terrain, des militantEs du NPA, et les initiatives médiatiques, notamment un appel signé, entre autres, par Annie Emaux, François Ruffin, Daniel Mermet, Audrey Vernon, Patrick Chamoiseau et Christine Delphy, nous ont finalement permis d'atteindre l'objectif des 500. Une fois ce verrou levé, notre campagne politique a pu réellement prendre son envol, avec des dizaines de réunions publiques et de meetings, dont l'affluence n'a cessé de grandir au cours des mois de février, mars et avril, et des passages remarquables de Philippe Poutou dans les médias, malgré là encore une réforme de la répartition du temps de parole défavorable aux « petits » candidats. L'un de ces passages médias a constitué, avant même le dépôt des signatures, un petit tournant en raison du « buzz » qu'il a engendré : l'émission « On n'est pas couché » du 25 février, au cours de laquelle un désormais célèbre fou rire de la journaliste Vanessa Burggraaf a exprimé, devant des millions de téléspectateurEs, le mépris social et l'arrogance d'une petite caste déniaient la légitimité d'une candidature ouvrière.

Mais c'est bien évidemment le « grand débat » du 4 avril, diffusé sur BFM-TV et C-News, qui a donné un écho inédit à la campagne du NPA et à son candidat Philippe Poutou. Au-delà des « punchlines » de Philippe, c'est bien la justesse de ses propos, son impertinence face aux puissants et son refus de respecter les conventions feutrées des débats entre politiciens professionnels qui permettent de comprendre le succès de ses interventions. Des vidéos visionnées des millions de fois, des milliers de messages de soutien et d'encouragement, une popularité qui pouvait se vérifier à chacun de ses déplacements : le « candidat ouvrier » a parlé à des millions de personnes qui, si elles n'ont pas toutes, loin de là, voté pour lui, se sont reconnues dans une posture et des propos qui, comme nous l'ont dit des centaines d'entre elles, ont redonné une dignité à la parole des classes populaires.

Tel est l'un des principaux bilans que nous tirons de cette campagne : si les près de 400 000 voix finalement obtenues ont pu susciter une certaine déception parmi celles et ceux qui s'étaient enthousiasmés pour la candidature de Philippe, ce score modeste est essentiellement dû à la pression du « vote utile » pour Jean-Luc Mélenchon et n'invalide pas les choix qui ont été les nôtres, qu'il s'agisse du choix du candidat ou du choix des thèmes d'une campagne centrée sur un programme d'urgence sociale, avec en outre certains thèmes à contre-courant dans la gauche, comme la lutte contre les violences policières, l'opposition aux expéditions militaires françaises ou la défense de la liberté de circulation et d'installation.

Un outil politique

Conscients de nos limites et de nos faiblesses, nous savons que le NPA est loin d'avoir rempli les objectifs qu'il s'était fixés lors de sa fondation. Nous avons connu des crises internes, une importante baisse des effectifs militants, et nous ne pesons pas, loin de là, autant que nous le voudrions. Mais l'écho de la campagne présidentielle, l'affluence dans les meetings de fin de campagne, ainsi que la sympathie que rencontrent le NPA et ses militantEs auprès des secteurs en lutte, tendent à démontrer que nous continuons d'être considérés comme utiles, en étant parfois même la seule force politique nationale à apporter notre soutien plein et entier à certains combats délaissés par la gauche institutionnelle, quand elle n'a pas tout simplement fait siennes les positions de la droite. On pense ici notamment aux luttes en soutien aux migrantEs ou face à l'impunité des crimes policiers, qui ne sont pourtant pas des suppléments d'âme mais partie intégrante du combat contre un système de plus en plus autoritaire et barbare.

2018 sera pour le NPA une année de congrès, durant lequel nous tirerons collectivement les bilans de ces dernières années, et au terme duquel nous adopterons une orientation et élirons une direction pour la mettre en pratique. Nous demeurons en effet convaincus que rien ne saurait remplacer un parti politique, lieu de centralisation des expériences, de confrontation respectueuse des points de vue, d'élaboration démocratique d'une politique tenant compte des leçons du passé, ainsi que nous nous en sommes souvenus en 2017 à l'occasion du centenaire de la révolution russe, mais adaptée à son temps. Alors que certains annoncent la mort des partis, force est en effet de constater que les modèles alternatifs proposés, qu'ils soient « gazeux » ou non, empruntent des voies qui ne sont pas celles, c'est le moins que l'on puisse dire, de l'implication réelle du plus grand nombre, de l'élaboration collective et de la lutte contre les « dangers professionnels du pouvoir ».

Ainsi, si nous ne faisons preuve d'aucun fétichisme organisationnel, nous n'entendons pas renoncer à regrouper, dans un cadre ouvert mais refusant toute compromission, toutes celles et tous ceux qui veulent agir pour en finir avec ce monde injuste et violent. Car rien ne pourra remplacer l'action collective et concertée de celles et ceux qui ne veulent pas céder à la résignation et qui refusent de confier leur sort à des politiciens professionnels, dont les agendas personnels finissent inévitablement par prendre le pas sur les intérêts de celles et ceux qu'ils prétendent représenter. Faire entendre une autre voix, apporter un soutien et donner un écho aux luttes, contribuer à construire un rapport de forces contre le capital et son personnel politique, nous représenter nous-mêmes : tel a été l'objectif que nous nous sommes fixés et que nous avons tenté, au cours de cette année 2017, de remplir.

Si l'année qui s'ouvre est imprévisible, il est certain que nous continuerons de porter la perspective d'un autre monde possible, et nécessaire, et nous invitons à nous rejoindre toutes celles et tous ceux qui se reconnaissent dans un tel combat, qui ne se résume pas à une attente du grand soir mais à la construction, ici et maintenant, des luttes qui posent les jalons d'une autre société, débarrassée des oppressions et de l'exploitation.

Philippe Poutou et Julien Salingue



Meeting de campagne à l'université Paris 8, le 7 mars 2017. PHOTO THÈQUE ROUGE / MILO



MilitantEs guyanais lors du meeting de Philippe Poutou à Paris le 19 avril. PHOTO THÈQUE ROUGE / MILO



PHOTO THÈQUE ROUGE / MILO



Avec Cédric Herrou dans la vallée de la Roya. PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

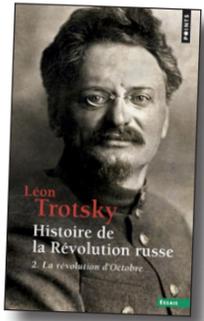
Retour sur 2017, centenaire de la Révolution russe

Des « classiques » aux ouvrages récents, une sélection d'articles publiés, ou non, dans l'Anticapitaliste.

Histoire de la révolution russe, de Léon Trotsky

Points Seuil, tome I : la Révolution de février, 11,50 euros; tome II : la Révolution d'Octobre, 12,30 euros.

« Durant les deux premiers mois de 1917, la Russie était encore la monarchie des Romanov. Huit mois plus tard, les bolcheviks tenaient déjà le gouvernement, eux que l'on ne connaissait guère au commencement de l'année et dont les leaders, au moment de leur accession au pouvoir, restaient inculpés de haute trahison. Dans l'histoire, on ne trouverait pas d'autre exemple d'un revirement aussi brusque, si surtout l'on se rappelle qu'il s'agit d'une nation de cent cinquante millions d'âmes. [...] L'histoire de la révolution est pour nous, avant tout, le récit d'une irruption violente des masses dans le domaine où se règlent leurs propres destinées. » Léon Trotsky fait un récit des événements à la fois du point de vue d'un des acteurs essentiels des révolutions de 1905 et 1917 et de celui d'un théoricien qui, au début des années 1930, réalise un immense travail d'analyse.



La Révolution russe, de Rosa Luxemburg

Éditions de l'Aube, 8,90 euros.

« Nous vivons tous sous la loi de l'histoire, et l'ordre socialiste ne peut précisément s'établir qu'internationalement. Les bolcheviks ont montré qu'ils peuvent faire tout ce qu'un parti vraiment révolutionnaire peut faire dans les limites des possibilités historiques. Qu'ils ne cherchent pas à faire des miracles. Car une révolution prolétarienne modeste et impeccable dans un pays isolé, épuisé par la guerre, étranglé par l'impérialisme, trahi par le prolétariat international, serait un miracle. Ce qui importe, c'est de distinguer dans la politique des bolcheviks l'essentiel de l'accessoire, la substance de l'accident. [...] Sous ce rapport, Lénine, Trotsky et leurs amis ont été les premiers qui aient montré l'exemple au prolétariat mondial; ils sont jusqu'ici encore les seuls qui puissent s'écrier [...] "J'ai osé!". C'est là ce qui est essentiel, ce qui est durable dans la politique des bolcheviks. » Lorsqu'elle écrit ces lignes, Rosa Luxemburg est en prison, condamnée pour son opposition à la guerre impérialiste. Elle affirme dans ces notes publiées après sa mort son soutien aux bolcheviks, sans taire certaines inquiétudes quant au cours des événements.



Six mois rouges en Russie, de Louise Bryant

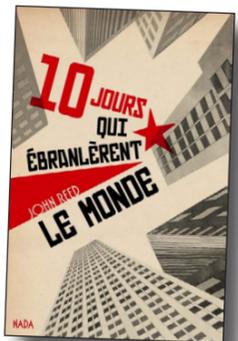
Éditions Libertalia, 10 euros.



Les écrits de Louise Bryant, journaliste en Russie durant la révolution de 1917, gagnent à être connus. C'est chose faite avec la parution de ce livre écrit en 1918, enfin traduit en français. Une compilation d'articles écrits par l'auteure entre septembre 1917 et février 1918 en tant qu'envoyée spéciale, « correspondante de guerre » des journaux étatsuniens Metropolitan et Seven Art. Louise Bryant se promène à Petrograd, de Smolny au palais d'Hiver en pleine révolution. Au côté de son compagnon John Reed, auteur des Dix Jours qui ébranlèrent le monde, elle va croiser et s'entretenir avec les anonymes que sont les gardes rouges, les marins de Cronstadt, mais aussi avec Léon Trotsky, Alexandra Kollontaï, Maria Spiridonova... Elle dépeint à la fois les difficultés de ravitaillement, la pauvreté, la faim, tout en insistant sur la formidable volonté du peuple russe en lutte, ce goût de la vie dans ces premiers mois de la révolution, de lecture, de fréquentation des théâtres, d'innovations diverses et improbables : « Lors de mon séjour en Russie, j'ai vécu nombre de petits épisodes qui, en eux-mêmes, n'ont pas une importance particulière. Mais, mis bout à bout, ils permettent de mieux faire ressentir l'atmosphère au lecteur qu'avec un tableau mûrement réfléchi. »

10 jours qui ébranlèrent le monde, de John Reed

Nouvelle édition. Nada, 22 euros.



Après avoir parcouru le Mexique révolutionnaire et l'Europe en guerre (le Mexique insurgé, la Guerre dans les Balkans), le journaliste, poète et écrivain américain John Reed (1887-1920) est à Petrograd quand éclate la révolution d'Octobre 1917. Le récit qu'il livre de ces journées historiques, véritable épopée des temps modernes, plonge le lecteur dans la déferlante révolutionnaire soviétique qui va provoquer la chute du tsarisme et, dans une large mesure, bouleverser le 20^e siècle. Best-seller international, Dix jours qui ébranlèrent le monde constitue un monument incontournable de journalisme. Il est ici présenté dans une édition augmentée de textes inédits de John Reed – correspondance, articles, récits – et de nombreux documents iconographiques originaux. (Présentation de l'éditeur)

Russie/URSS/Russie (1917-1991), de Moshe Lewin

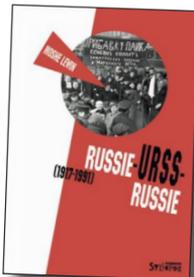
Coédition M Éditeur, Page 2 et Syllepse, 20 euros.

Un recueil de huit textes de Moshe Lewin, qui couvrent l'histoire de l'URSS, de la révolution de 1917 jusqu'à son effondrement au début des années 1990. L'objectif est de décrire et comprendre l'histoire des événements, les enchaînements et les ruptures, « les continuités et discontinuités », l'origine de la révolution, la révolution elle-même, son évolution, sa dégénérescence, la formation du stalinisme puis du « totalitarisme bureaucratique ». Ce « système barbare construit sur les ruines d'un grand idéal émancipateur » comme Moshe Lewin définit l'URSS après la contre-révolution stalinienne, a une histoire. Il a évolué. Rien n'était écrit. C'est tout au long de cette histoire qu'a eu lieu l'accumulation des contradictions internes qui a abouti à l'effondrement d'un régime et d'un pouvoir « archaïques et fossilisés » incapables de faire face à l'évolution de la société et du monde. Ceux qui ont voulu voir le socialisme et la pensée de Marx dans le stalinisme et ses suites, même sous la forme du « socialisme réellement existant », sont, pour Moshe Lewin, disqualifiés : « Le socialisme, comme idéal visant à plus de démocratie et à une éthique sociale exigeante, n'a, en tant que système, jamais existé où que ce soit » écrit-il.

La révolution dans la culture et le mode de vie. Russie soviétique (1917-1927), de Nicolas Fernet

Les Bons caractères, 8,20 euros.

La révolution russe est trop souvent réduite à ses dimensions politiques et sociales. Entre 1917 et 1927, la Russie est en fait le théâtre d'un formidable bouleversement sociétal et culturel. Pour les dirigeants bolcheviks, les questions du mode de vie et de la culture ne doivent pas être renvoyées à un futur incertain mais sont d'une importance immédiate. Nicolas Fernet passe en revue l'immense œuvre de transformation entreprise malgré la guerre civile et l'agression étrangère. Éducation et pédagogie, émancipation des femmes, des nationalités opprimées et des juifs, droits des homosexuels, rapports avec les religions, théâtre, cinéma, musique, peinture, architecture, etc. : tout cela est saisi par le vent de transformation impulsé par le nouveau pouvoir mais aussi par ceux et celles qui sont directement concernés. La lutte contre l'analphabétisme et pour l'éducation est une priorité : il s'agit de donner à chacun dans les plus brefs délais la capacité de s'inscrire dans les transformations en cours. Malgré certaines limites, cet ouvrage, facilement accessible, rend compte d'une époque de bouillonnement et de progrès immenses.



Les dilemmes de Lénine, de Tariq Ali

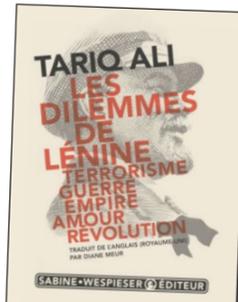
Sabine Wespieser éditeur, 25 euros.

Avec les Dilemmes de Lénine, Tariq Ali nous propose un ouvrage à mi-chemin entre la biographie et l'essai, puisqu'il s'agit pour l'auteur de situer la trajectoire de Lénine dans son environnement politique, social et idéologique. Par son choix d'étudier les « dilemmes » de Lénine (face au terrorisme, à la guerre, à la révolution, etc.), l'auteur montre amplement à quel point la pensée du dirigeant révolutionnaire n'avait rien à voir avec le dogme mais était bien, sur la base de principes fondamentaux du marxisme, « l'analyse concrète d'une situation concrète ». Les développements biographiques permettent en outre de mesurer à quel point les analyses et choix de Lénine ont été façonnés par son histoire personnelle. On en apprend beaucoup sur la progression des idées révolutionnaires en Russie, sur les débats qui ont agité les mouvements politiques antitsaristes, sur les difficiles et conflictuels choix des bolcheviks entre février et octobre 1917, mais aussi sur les discussions concernant la stratégie militaire, les relations internationales ou la place des revendications féministes dans le processus révolutionnaire.

Les femmes dans la révolution russe, de Jean-Jacques Marie

Éditions du Seuil, 21 euros.

Jean-Jacques Marie réussit, en faisant appel à des archives très riches, à retracer le cheminement, étroitement mêlé, de la révolution et de la libération des femmes de la deuxième moitié du 19^e siècle jusqu'à la fin des années 1920. L'auteur nous fait sentir le poids de l'oppression tsariste, notamment pour la population des campagnes et pour les paysannes. Il retrace l'engagement de ces jeunes femmes cultivées et issues de l'aristocratie dans le mouvement populiste au 19^e siècle. Plusieurs d'entre elles se radicalisent et participent directement aux attentats contre les dignitaires du régime. Progressivement, avec le début de l'industrialisation et l'impasse de la stratégie fondée sur la violence terroriste, les grèves et les manifestations – durement réprimées – prennent le relais. Les femmes y sont non seulement très présentes mais y jouent souvent un rôle « déterminant », voire d'avant-garde, comme le 23 février (8 mars) 1917. Après la chute du tsar et l'installation du gouvernement bolchevik, on assiste à une « avalanche » de décrets révolutionnaires, pour reprendre l'expression de l'auteur. Parmi tous ces décrets, certains concernent tout particulièrement la vie quotidienne des femmes.



Tout cela pouvait bousculer les rapports sociaux, mais le décalage qui s'instaure progressivement entre les décrets et leur mise en application est énorme, d'abord avec la guerre civile, puis avec la contre-révolution stalinienne, synonyme de profonds reculs. On sort groggy de la lecture de ce livre. Mais c'est un des intérêts de l'ouvrage : nous dessiller les yeux.

Que faire de 1917?, d'Olivier Besancenot

Éditions Autrement, 17 euros

Dans un ouvrage visant un large public, Olivier Besancenot entend « tordre le cou aux deux vérités récurrentes consacrées à 1917 : la révolution d'octobre n'est pas un coup d'État mais bien une révolution ; la révolution ne fut pas coupable, mais victime de la contre-révolution bureaucratique qui allait la terrasser dans les années 1920 ». L'objectif est rempli. Les manifestations et grèves de masse de février 1917 sont décrites de façon vivante. Il en est de même pour le mouvement multiforme (comités d'usine, soviets, etc.) d'auto-organisation qui a suivi et qui se renforce et se radicalise face à l'incapacité du gouvernement provisoire à satisfaire les revendications populaires. Le rôle du parti bolchevik, devenu un parti de masse, est souligné : il apporte au mouvement d'auto-organisation une coordination et une orientation. L'auteur rappelle que le parti de 1917 n'est en rien le bloc monolithique décrit après coup par l'historiographie stalinienne. Mais le nouveau pouvoir va quasi immédiatement être confronté à l'intervention étrangère et à la contre-révolution interne. La révolution russe « était d'emblée condamnée à un choix tragique : abdiquer ou défendre chèrement sa peau ». Les destructions de la guerre civile ont été terribles et, avec les mesures exceptionnelles prises pour vaincre les armées blanches, ont créé un terreau favorable au développement de la bureaucratie. La contre-révolution avait bien « deux têtes » : l'une était visible (les blancs et les impérialistes), l'autre se profilait (la bureaucratie). Et c'est cette dernière qui l'a emporté. Olivier Besancenot avance une analyse du phénomène de bureaucratisme et quelques pistes pour se prémunir de ce péril : une réflexion qui reste ouverte.



COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie
★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44
Fax : 01 49 28 52 43
www.la-breche.com
contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :
Lundi : 14 h – 20 h,
mardi au samedi :
12 h – 20 h

